



La compil' du Diploweb

Actualité internationale 2015

Actualité internationale 2015

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique Actualité internationale sur Diploweb.com vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique. Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparateurs d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. **Un véritable bonus pour les concours !** Ce volume "Actualité internationale" rassemble les synthèses de janvier à décembre 2015.

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, Actualité internationale 2015, éd. Diploweb.com, 2016. ISBN : 979-10-92676-07-5 Bonne lecture !

Axelle Degans

Sommaire

Actualité internationale 2015	2
1/2015 Actualité internationale	3
2/2015 Actualité internationale	11
3/2015 Actualité internationale	17
4/2015 Actualité internationale	24
5/2015 Actualité internationale	32
6/2015 Actualité internationale	39
7-8/2015 Actualité internationale	46
9/2015 Actualité internationale	55
10/2015 Actualité internationale	64
11/2015 Actualité internationale	72
12/2015 Actualité internationale	80

1/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de janvier 2015

samedi 31 janvier 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de janvier 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Vous trouverez en pied de page le lien vers les synthèses annuelles des Actualités internationales.

Les pays baltes à l'honneur

La Lituanie est devenue au 1er janvier 2015 le 19ème pays à adopter l'euro, après l'Estonie en 2011 et la Lettonie en 2014. Sa monnaie, le Litas, y était déjà arrimée depuis 2002.

La Lettonie assume la présidence de l'Union européenne pour 6 mois, 1 an après avoir adhéré à l'euro. Elle doit accueillir le prochain sommet sur le partenariat oriental avec les ex-républiques soviétiques de Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan. Elle doit aussi mettre sur les rails le plan Juncker...

Croatie : élection de Mme Grabar-Kitarovic à la présidence

Le 28e membre de l'Union européenne, la Croatie, vient de renouveler son exécutif choisissant d'élire la candidate conservatrice - qui est la première femme de la région à être élue à la magistrature suprême - face au président sortant social-démocrate pénalisé par son bilan économique.

Le Luxleaks agite le grand Duché et l'Union

Ce sont des révélations sur les politiques d'optimisation fiscale dont profitent les très grandes entreprises qui sont à l'origine d'une commission d'enquête. Il faut dire qu'il n'y a pas d'harmonisation fiscale au sein de l'Union qui est donc un espace de dumping fiscal. Celui-ci s'est développé notamment quand Jean-Claude Juncker était aux commandes du grand Duché. Les grands partis du Parlement européen n'ont pas voulu mener une action contre le président de la Commission, l'action est portée par les Verts et la gauche radicale, ils pourraient être rejoints par les Europhobes et quelques députés du PPE (conservateur).

Le 7 janvier 2015 la France est frappée par l'horreur ...

La France est frappée par un lâche attentat - 11 personnes sont assassinées dans les locaux de *Charlie hebdo* dont les dessinateurs Cabu (76 ans), Wolinski (81 ans), Honoré (74 ans), Tignous et Charb, l'économiste Bernard Maris (« *Oncle Bernard* », 68 ans), des policiers... - en pleine journée au cœur de sa capitale. A la différence des précédents attentats qui ont ensanglanté dans les années 1980 et 1990, ceux-ci ont été perpétrés non pas par des terroristes internationaux (Carlos...) mais des Français scolarisés au sein de l'école républicaine. Ce ne sont pas des attentats aveugles - pas plus que la tragique prise d'otages dans une supérette casher le 9 janvier 2015 - mais des actes qui ciblent l'identité française, ses libertés - dont la liberté de penser, de conscience et d'expression - c'est-à-dire ce qu'elle mis plusieurs siècles à construire. Ces attentats commis par des terroristes qui ont bénéficié d'un entraînement dispensé aux jihadistes, témoignent d'un obscurantisme qui grandit jusqu'en France.

A la condamnation politique unanime - quelque soit le bord politique - à celle des autorités religieuses - quelque soit la religion - répond une formidable manifestation qui a réuni 3,7 millions de personnes à travers le pays pour dénoncer la barbarie. Il ne faut cependant pas y voir la manifestation de toute la France unie (« *Je suis Charlie* »), mais la mobilisation forte d'une partie de la population (qui d'ailleurs ne connaissait pas forcément *Charlie Hebdo*). Une autre ne se reconnaît pas dans *Charlie Hebdo*, et un profond clivage existe. Ces attentats risquent de les amplifier, de dresser une population contre une autre, c'est peut-être leur objectif à moyen et long terme, que participer au délitement de la cohésion nationale.

... ces événements ont des échos internationaux

De nombreux chefs d'Etat ont fait le déplacement pour participer - aux côtés de François Hollande au défilé parisien en hommage aux 17 victimes du terrorisme.

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, Donald Tusk président du Conseil européen et Martin Schultz président du Parlement européen ont ainsi témoigné leur solidarité avec la France endeuillée comme Angela Merkel, David Cameron, Matteo Renzi, le président malien Ibrahim Boubacar Keita, le roi Abdallah de Jordanie, le palestinien Mahmoud Abbas, l'israélien Benjamin Netanyahu.... Un rassemblement historique pour défendre les libertés et la démocratie où la représentation américaine fait pâle figure.

La semaine suivante d'autres manifestations sont organisées à travers le monde pour dénoncer les nouvelles caricatures de *Charlie hebdo*, faisant 5 morts au Niger où une quarantaine d'églises sont détruites (on ne peut pourtant accuser *Charlie hebdo* d'être un représentant ou un défenseur de la foi chrétienne...), des manifestations anti-Charlie mais aussi anti-françaises se déroulent au Sénégal, en Algérie, en Indonésie, au Pakistan, en Afghanistan où l'on brûle des drapeaux français devant les caméras... une guerre de communication a lieu à l'échelle de la planète, les fondamentalistes musulmans parvenant à mobiliser les populations.

L'Orient est sous forte tension

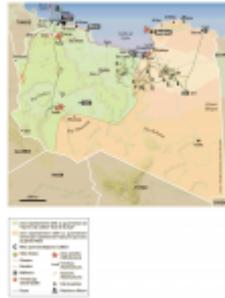
Les mouvements jihadistes se livrent une sanglante compétition. Daech est né d'Al-Qaida en Irak, mais au contraire de Daech qui se concentre dans une vaste opération au Proche-Orient, Al-Qaida multiplie les foyers terroristes. Il n'existe d'ailleurs pas d'« internationale du jihadisme », Daech et Al-Qaida sont en forte compétition, ce qui se traduit par une surenchère des actions dont peut-être Paris a fait les frais. Les Kurdes ont repris Kobané à Daech, qui a aussi reculé à Diyala en Irak, mais conserve la pétrolifère Mossoul.

Agé de 91 ans et en mauvaise santé, le roi Abdallah, fils de Ibn Saoud est mort le 23 janvier. Après un règne de 20 ans, il avait succédé au roi Fadh qui l'avait lui-même associé au pouvoir. Son demi-frère Salman (79 ans), déjà associé au pouvoir, lui succède. Les défis sont nombreux : l'affirmation de l'Iran, voisin détesté, des relations sulfureuses avec les jihadistes qui lui reprochent sa participation à l'opération Chammal contre l'EI, une économie très dépendante des hydrocarbures.

Le Yémen risque de sombrer dans l'anarchie : président et gouvernement ont démissionné. Sanaa est sous le contrôle des milices chiites houthies. Le danger d'un « Etat failli » est réel deux ans après le départ du président Saleh, alors que le voisin saoudien ne se gêne pas pour intervenir contre des chiites qu'il estime soutenus par Téhéran, ce pays est aussi l'épicentre d'une violence entretenue par Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA).

En Libye, c'est déjà l'anarchie. Le gouvernement -siégeant à Tobrouk- d'Abdullah

al-Thinni reconnu par la communauté internationale réclame des armes en toute urgence pour l'armée libyenne afin de combattre un autre gouvernement adossé aux milices islamistes Fajr Libya qui ont pris Tripoli cet été. Entre les deux, le pays est livré à la violence de milices plus ou moins proches de l'islam radical et de telle ou telle tribu. Les voisins tchadien et nigérien appellent à une intervention internationale pour éviter un phénomène de contagion. Paris est très réticent



Carte de la Libye, zones d'influence des deux camps, décembre 2014

Cliquer pour agrandir la carte. Source : Alternatives internationales, n°65, décembre 2014, p. 50.

L'Europe et l'Allemagne face au défi de l'immigration

En Allemagne, la chancelière Angela Merkel s'inquiète des manifestations contre « l'islamisation de l'Occident » - les marches Pediga comme à Dresde - et déclare que « *l'immigration est un gain pour nous tous* ». Il faut rappeler que l'Allemagne est en situation de dépopulation, avec un taux de fécondité de 1,4 enfants par femme et plus d'1/5ème de la population âgée de plus de 65 ans. L'Office fédéral des migrations et des réfugiés évalue à 230 000 les demandes d'asile pour 2015.

A peine 48 heures après avoir sauvé le 31 décembre 900 migrants dans un cargo à la dérive dans l'Adriatique, la marine italienne doit prendre le contrôle d'un autre bateau en perdition avec à bord 450 migrants.

Fin de l'intervention militaire de l'OTAN après 13 ans de guerre

Les troupes américaines et françaises quittent le sol afghan. La France a mobilisé jusque 70 000 militaires et déplore la mort de 89 d'entre eux. L'Afghanistan reste un pays très instable, très corrompu, violent où la drogue a phagocyté l'économie. Le nouveau gouvernement doit prendre en main l'avenir du pays, soutenu par l'aide internationale.

Le Sri Lanka renouvelle son exécutif

Le président en exercice Mahinda Rajapakse (accusé d'avoir laissé se développer

la corruption et soupçonné d'enrichissement personnel) a perdu les élections face à son ministre Maithripaia Sirisena qui a promis des réformes et du changement. Reste à voir s'il pourra tenir ses promesses.

Au Nigéria, rien ne va plus ... ses voisins sont très inquiets.

Boko Haram continue sa campagne de terreur qu'il associe à une efficace campagne de communication. Il a utilisé ce mois-ci une fillette d'une dizaine d'année comme kamikaze dans un marché très fréquenté de Maiduguri. Cette organisation aurait assassiné plusieurs milliers de personnes - mais une guerre des chiffres existe- rasant des dizaines de villages au nord-est du pays dans la région de Baga à la frontière avec le Cameroun. Ce dernier a repoussé une offensive de Boko Haram, ce qu'est incapable de faire l'armée nigériane. En pleine élection présidentielle, le Nigéria - géant démographique africain - est incapable d'assurer l'autorité de l'Etat et la sécurité sur la partie septentrionale de son territoire. Seules les armées tchadiennes auraient la capacité de s'opposer à Boko Haram qui veut établir un califat par une violence extrême qui a poussé plus de 100 000 personnes à fuir la région. Alors que John Kerry rencontre le président Jonathan Goodluck à Lagos, Boo Haram mène une double offensive au Nord notamment contre la capitale de l'Etat de Borno.

La BCE tourne le dos à l'austérité

La BCE injecte près de 1 100 milliards d'euros (10% du PIB de la zone euro) à travers un plan massif de rachat des dettes souveraines - un « QE » ou *quantitative easing* - pour stimuler l'économie et faire baisser l'euro et ainsi favoriser les exportations. Etats-Unis, Royaume-Uni et Japon ont déjà utilisé cette méthode avec plus (les Etats-Unis) ou moins (le Japon) de bonheur, Berlin était résolument contre.

Pas de solution magique...

A l'Est rien de réjouissant...

La société Gazprom qui livre en gaz une bonne partie de l'Union européenne via l'Ukraine, un corridor énergétique, veut livrer son gaz à partir de la Turquie. Il s'agit de contrer l'Europe de l'énergie, et de répondre à Bruxelles qui a établi des sanctions contre la Russie ce qui dégrade très sensiblement la situation économique à Moscou.

L'inflation a frôlé les 11.5% en Russie en 2014, du fait de l'effondrement du rouble, elle a accusé une fuite de capitaux d'environ 150 milliards de dollars ce qui fragilise grandement sa situation économique. La Banque européenne de reconstruction et de développement estime que le PIB russe pourrait se

contracter de 5% pour l'année 2015. La crise russe ne peut qu'avoir des répercussions sur ses partenaires européens.

La situation continue à se dégrader dans une Ukraine au bord de la faillite, elle appelle le FMI à l'aide au moment où les pro-russes mènent une offensive dans l'est du territoire : ils ont pris l'aéroport de Donetsk et les combats se concentrent autour de Marioupol a bord de la mer d'Azov.

... Au sud la Grèce change d'orientation

Les élections grecques ont été remportées par la gauche radicale de Syriza qui remporte plus d'un tiers des suffrages. Le parti d'Alexis Tsipras a axé sa campagne sur le refus de l'austérité dans un pays où la dette représente 173% du PIB, où plus du quart de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le nouveau gouvernement, qui repose sur une alliance avec la droite souverainiste, doit renégocier sa dette auprès de ses créanciers européens. Il a annoncé qu'il ne consentirait pas à de nouvelles sanctions contre Moscou, son allié.

La Chine un géant empêtré

Les prévisions du FMI font de la Chine 2014 la première puissance économique en parité pouvoir d'achat (PPA), une révolution ! Et pourtant...

Le vieillissement accéléré d'une Chine qui menace d'être vieille avant d'être riche inquiète les autorités ; l'indice de fécondité est de 1,7 enfant par femme sur les cinq dernières années, les générations ne sont donc plus renouvelées. La politique de l'enfant unique a déjà été amendée, et depuis 2014 si l'un des parents est enfant unique le couple peut désormais avoir deux enfants. Pourtant les demandes d'autorisation pour avoir un deuxième enfant sont bien moins nombreuses qu'attendues. Cela interroge le désir d'enfant et le coût de son éducation en milieu urbain.

Pourtant les performances économiques chinoises ne sont plus ce qu'elles étaient il y a seulement quelques années. Le ralentissement du commerce extérieur - une baisse des importations de 0,6% sur l'année 2014 - trahit un ralentissement plus général de la croissance économique chinoise.

Kaisa un géant de l'immobilier risque de ne pas être en mesure de faire face à sa dette. Cette possibilité relance les doutes concernant la bulle immobilière qui a grossi dans la Chine de la croissance. Elle renvoie aussi à la corruption omniprésente dans le pays, un fléau de la Chine.

Elle utilise ses terres rares (23% des ressources mais 97% des exportations mondiales) comme une arme économique notamment dans son bras de fer avec le

Japon au sujet des Senkaku. Ces terres rares sont indispensables à tous nos objets connectés, à l'informatique, à la fabrication des moteurs hybrides, des panneaux photovoltaïques, des éoliennes, des lasers, des avions et fusées, des armes sophistiquées... bref ce sont des matières stratégiques pour nos économies du XXIème siècle, et donc nos emplois. Le quasi monopole chinois est devenu très désagréable car elle exerce une « *rare earths power* ». Le Japon, les Etats-Unis et l'Union européenne portent plainte à l'OMC contre la politique de la Chine. L'OMC condamne ces pratiques, Pékin finit par lever ses quotas les remplaçant par des licences d'exportation.

L'administration de Xi Jinping continue son opération « mains propres ». Le patron du contre-espionnage chinois - Ma Jian - vient d'être arrêté pour corruption passive. La seule année 2014 a vu la sanction de 23 000 cadres du PCC.

Un rapprochement Washington-New-Delhi qui déplaît fortement à Islamabad.

Barack Obama a rendu une visite historique à New Delhi que dirige désormais Narendra Modi : le partenariat de ces deux pays a été annoncé essentiel pour le XXIème siècle. Il s'agit d'un renversement d'alliance en Asie du Sud car le Pakistan - Etat peu stable - est devenu un allié problématique pour Washington dans la région, mais l'Inde apparaît comme un pôle stabilisateur et se vante d'être la « plus grande démocratie du monde ».

Le scandale des *subprimes*

Au Etats-Unis, l'agence de notation Standard and poor's est poursuivie par le département de justice ainsi que l'« attorney général » pour avoir trompé les acheteurs de produits financiers hypothécaires - les *subprimes* - en leur donnant une note de qualité totalement injustifiée. Les autorités américaines ont dû sauver de la faillite les assureurs de prêts Freddie Mac et Fanny Mae en injectant plusieurs centaines de milliards de dollars. Standard and Poor's négocie pour solder le contentieux : l'agence doit payer 1,37 milliards au département de justice américaine, 58 millions de dollars au gendarme de la bourse (la SEC), 12 millions de dollars à l'Etat de New York et 7 à celui du Massachussets.... Amende record, certes, mais dont le montant est très loin des dommages commis.

Un pétrole en baisse

Le cours du baril du pétrole continue sa baisse entamée en 2014. Côté encore à plus de 110 dollars en juin 2014, il s'échange désormais autour de 45 dollars, la

baisse pourrait encore continuer. Le marché est devenu offreur du fait de la décélération de la croissance économique chinoise, et donc un fléchissement de la demande, au moment où l'Arabie saoudite augmente sa production pour préserver ses parts de marché menacées par les producteurs de pétrole de schiste - et gêner l'Iran. L'attitude similaire de la Russie pour faire face aux sanctions économiques occidentales accentue encore le phénomène.

C'est une bonne nouvelle pour les pays européens qui dépendent de leurs importations de pétrole, la contrainte extérieure s'allège pour eux. C'est le contraire pour des pays comme l'Algérie et surtout le Venezuela déjà en mauvaise posture et terriblement dépendant de leurs exportations d'or noir.

Copyright 31 janvier 2015-Degans/Diploweb

Plus

[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)

[Point d'actualité internationale de février 2015](#)

[Point d'actualité internationale de décembre 2014](#)

[Retour au Sommaire](#)

2/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de février 2015

dimanche 1er mars 2015, par *Axelle DEGANS*

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013.

Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de février 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Une situation tendue en Afrique centrale

DES manifestations à Kinshasa ont fait une dizaine de morts. Elles s'opposent au projet de recensement perçu comme un moyen de retarder les élections présidentielles prévues en 2016. Le président Joseph Kabila au pouvoir depuis la mort de son père en 2001 ne peut plus légalement conserver son poste. La question de la passation démocratique du pouvoir se pose ici comme dans [le Burkina Faso de Compaoré](#).

Les Nations Unies appellent la communauté internationale à aider le Sud-Soudan dont les 2,5 millions d'habitants sont aujourd'hui menacés par la famine. L'ONU estime les besoins à près de 2 milliards de dollars.

Une Europe face à des choix cruciaux

Les négociations concernant les accords transatlantiques (TTIP) ont repris. Les pays d'Europe de l'Est, selon un sondage Eurobaromètre de la fin 2014, y sont les plus favorables. C'est bien moins vrai dans les pays de culture allemande ou en France, qui craignent que ces accords n'engendrent une dégradation des normes de qualité et de protection des consommateurs. L'espionnage dont les Européens sont victimes de la part de la NSA ne les invite pas non plus à davantage de

sérénité. Bruxelles met en ligne - par souci de transparence - ses propositions : un organe de coopération conjoint de régulation (Regulatory cooperation body) concernant les secteurs industriels, des services et de la finance.

Les accords de Minsk II ont pour objectif d'établir un cessez-le-feu en Ukraine entre Kiev et les séparatistes pro-russes et de définir une ligne de démarcation, nouvelle frontière interne à l'Ukraine, frontière qui ne sera plus contrôlée par l'OSCE. Cet accord prévoit aussi que Kiev continue à verser les traitements des fonctionnaires et retraites dans la région contrôlée par les séparatistes, est-ce le prélude à un futur retour dans le giron ukrainien (après négociations d'un nouveau statut) pour cette région du Donbass ou l'incapacité des séparatistes à prendre en charge ces dépenses ? Dans les faits, un tiers des régions de Donetsk et Lougansk ne sont plus maîtrisées par le gouvernement de Petro Porochenko, l'économie ukrainienne est presque ruinée, l'économie russe subit de plein fouet les sanctions occidentales et l'Union européenne a perdu un partenaire économique important à sa frontière orientale. Le FMI accorde un nouveau prêt à Kiev de plus de 17 milliards d'euros sur 4 ans, Washington et l'Union européenne accordent chacune un prêt de 2 milliards d'euros. Les séparatistes pro-russes ont depuis fini la conquête de Debaltsevo qui relie les régions de Lougansk et Donetsk. Ce conflit a déjà provoqué plus de 5 000 morts et rien n'indique que ces accords négociés entre F. Hollande, A. Merkel, V. Poutine et P. Porochenko puissent réellement mettre fin ce conflit. Celui-ci interroge directement les Européens sur leur politique de voisinage et le partenariat oriental.

Le nouveau gouvernement grec d'Alexis Tsipras a affirmé sa proximité avec Moscou.

Le nouveau gouvernement grec d'Alexis Tsipras a affirmé sa proximité avec Moscou. La guerre à nos frontières orientales met l'Union européenne sous pression. La demande de renégociation de sa dette (avec un « programme relai » pour refinancer les banques grecques), se déroule dans un climat très tendu, car la Grèce demande des indemnités de guerre ainsi que le remboursement d'un prêt (environ 11 milliards d'euros) qu'elle a été obligée de concéder à l'Allemagne nazie en 1942 ; Berlin y a opposé une fin de non-recevoir. Athènes obtient de l'Eurogroupe que le programme d'aide qui devait normalement prendre fin le 28 février 2015 soit allongé de 4 mois pour qu'elle puisse toucher une nouvelle tranche. En échange, elle met en place un programme de lutte contre la fraude fiscale et la corruption et s'engage à mettre en place de nouvelles privatisations et à ne pas augmenter le salaire minimum. Certains pays, comme les pays baltes,

qui ont fait beaucoup d'efforts et sont plus pauvres que la Grèce voient ces négociations d'un mauvais œil. Beaucoup de députés allemands ont eu du mal à accepter ce nouveau plan pour la Grèce que seuls 21% des citoyens allemands approuvent, selon un sondage. Mais un *Grexit* coûterait, selon un institut de conjoncture allemand IFO, 80 milliards d'euros à l'Allemagne et 60 à la France (presque 1 000 euros par Français).

La Grèce a un nouveau président, le conservateur Prokopis Pavlopoulos.

Un mois après les attentats de Paris, l'Union européenne est de nouveau frappée par une attaque jihadiste, cette fois-ci à Copenhague. Un terroriste, né sur le sol danois, a tué deux personnes. Il voulait, semble-t-il, reproduire l'attaque de *Charlie Hebdo*. L'ensemble des pays européens ont témoigné de leur solidarité avec les Danois. Cette nouvelle agression repose la question de la sécurité en Europe, puisqu'elle est devenue l'une des principales cibles des jihadistes, mais aussi de la capacité européenne à prendre en main sa défense dans un contexte de plus d'une décennie de démantèlement.

La France reste attachée à la dissuasion nucléaire

Le président F. Hollande, dans son discours d'Istres réaffirme l'attachement de la France à la dissuasion nucléaire selon les principes de suffisance - la France n'a pas les moyens de se doter d'un vaste arsenal - et de complémentarité - maintenir la composante aérienne pour une première frappe précise et une composante maritime, les SNLE prévus pour une frappe de riposte - pour que la France conserve son autonomie dans ce domaine.

Les ambiguïtés saoudiennes

L'ancien sénateur Bob Graham évoque dans un rapport de 28 pages le financement des attentats du 11 septembre 2001 par le gouvernement saoudien de l'époque. Ce rapport n'est pas déclassifié pour des « raisons de sécurité nationale ». La polémique surgit après les attentats de Paris (7, 8, 9 janvier 2015) et le déplacement de B. Obama à Riyad - alors qu'il ne s'est pas rendu à Paris - pour rencontrer le nouveau roi. Les priorités de Washington apparaissent ici clairement.

Le roi Salman marque le début de son règne par la poursuite d'une politique de pétrole au prix très bas (initié dès mi-novembre 2014 par son prédécesseur le roi Abdallah, décédé fin janvier 2015) ce qui ne l'empêche pas d'offrir une prime de deux mois de salaires aux fonctionnaires comme aux retraités.

A l'heure où Riyad voit les périls s'accumuler à ses portes (progressive affirmation de l'Iran, chaos au Yémen, Daesh en Irak, en Syrie et aujourd'hui en Libye) le roi

Salman n'aura qu'une étroite marge de manœuvre pour réformer son royaume. La situation y est très délicate.

Le Nigéria, épice de déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest

Boko Haram frappe en pleine campagne pour les élections présidentielles, élections reportées au 28 mars 2015 (voir plus bas) du fait de l'impossibilité d'organiser le scrutin dans trois Etats du Nord du pays - Adamawa, Borno, et Yobe - comme de l'instabilité partout ailleurs. Boko Haram serait responsable de la disparition de plus de 15 000 personnes et du déplacement d'au moins un million d'autres Nigériens. Aucun leader politique ne semble s'imposer dans ce géant démographique africain de plus de 180 millions d'habitants

L'armée tchadienne après être intervenue contre les jihadistes au Cameroun, est intervenue sur le sol du géant nigérian à Gambaru, après que l'Unité africaine ait fait pression en ce sens sur Abuja. Les jihadistes multiplient les actions, y compris désormais au Niger. Une force internationale composée de plus de 8 000 soldats béninois, camerounais, nigériens, nigériens et tchadiens s'organise.

Déjà miné par la guérilla menée par Boko Haram, le Nigéria est déstabilisé par la baisse des cours du pétrole qui reste sa principale ressource (80% de ses recettes). Le Nigéria fait appel à l'aide des Etats-Unis.

Daesh continue à étendre son ombre

Le terrible assassinat du pilote jordanien a profondément choqué le royaume hachémite et provoqué une condamnation sans appel de la part de la prestigieuse institution al-Azhar, ceux des deux ressortissants japonais a profondément ému l'archipel et y alimente une réflexion pour une modification constitutionnelle concernant les conditions d'utilisation de son armée... ce qui est source d'inquiétudes chez le voisin chinois. En Syrie, EI a enlevé 220 chrétiens assyriens dans la région d'Hassaké, continuant à faire régner la terreur.

La Lybie plonge encore davantage dans le chaos. Il n'y a plus d'unité réelle du pays divisé entre le parlement internationalement reconnu qui est replié sur Tobrouk à l'Est et la capitale Tripoli où les milices islamistes s'entredéchirent. Le sud du pays est une zone de trafic d'armes, de drogue et d'être humains où les milices touaboues soutiennent le gouvernement de Tobrouk. Les touaregs eux sont divisés. Daesh revendique en outre l'assassinat de 21 coptes égyptiens venus travailler en Libye. Le Caire a envoyé ses F 16 mener une frappe de représailles à Derna (à 1 800 km à l'est de la capitale). Les Européens - Italiens en tête - sont très inquiets du chaos en Libye, à quelques encablures de leurs côtes et du trafic de migrants qui allonge la déjà longue liste des disparus en mer.



La France envoie son porte-avions Charles de Gaulle pour lutter contre EI, s'engageant ainsi plus en avant dans la lutte contre le jihadisme aux côtés des Etats-Unis.

Une vente historique de Rafales...

La France vend 24 Rafales ainsi qu'une frégate à l'Egypte du maréchal al-Sissi pour une somme de 5,2 milliards d'euros. Il s'agit du premier contrat à l'exportation pour l'avion de chasse de la firme Dassault, après une déconvenue récente au Brésil et d'interminables tractations avec l'Inde (qui outre des transferts de technologies veut obtenir une garantie pour des appareils fabriqués sur le sol indien). Il s'agit d'un contrat négocié en un temps record (5 mois), facilité par la garantie offerte par la Coface pour plus de 2 milliards d'euros et un prêt accordé par des banques françaises.

Les mauvaises relations entre Al-Sissi et B. Obama ne sont probablement pas étrangères au choix du Rafale.

Dans un contexte où l'Egypte se retrouve face au développement du terrorisme jihadiste dans le désert du Sinaï et à ses frontières en Libye, l'Egypte veut renouveler son aviation de combat. Les mauvaises relations entre Al-Sissi et B. Obama ne sont probablement pas étrangères au choix du Rafale, même si l'armée égyptienne avait déjà acheté français auparavant (Alpha-jet, Mirage 2 000).

Il s'agit donc de la première vente à l'étranger du Rafale... en trente ans malgré ses grandes qualités d'avion de combat. C'est indispensable pour que Dassault puisse espérer en vendre d'autres à l'exportation (d'où les facilités financières) et financer ainsi son successeur.

Paris estime que cette vente soutient Le Caire dans sa lutte contre le terrorisme.

Des attentats en Egypte

La Caire est frappé par l'explosion de cinq bombes tuant une personne et en blessant au moins 8 autres.

En Asie...

En Birmanie, la junte militaire s'oppose à une rébellion au nord du pays, réactivant un ancien conflit entre le pouvoir et les minorités Kobang. Plus de 30 000 personnes ont fui les combats qui se déroulent non loin de la frontière chinoise.

F. Hollande est en visite aux Philippines où il espère renforcer un partenariat avec la France. Ce voyage a aussi pour but de lancer un appel à la lutte contre le réchauffement climatique dans la perspective de la conférence de Paris en décembre 2015, dans un archipel très exposé aux typhons comme celui d'Haiyan (décembre 2013).

L'Indonésie du nouveau président Jokowi a enregistré, selon la Banque mondiale, une croissance de 5% en 2014 et peut espérer une croissance de 5.5% en 2015. Le nouveau président indonésien doit investir dans les infrastructures pour pérenniser la croissance de son pays, handicapé actuellement par la baisse du cours des matières premières.

Copyright 28 février 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)

[Point d'actualité internationale de mars 2015](#)

[Point d'actualité internationale de janvier 2015](#)

[Retour au Sommaire](#)

3/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de mars 2015

mercredi 1er avril 2015, par *Axelle DEGANS*

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013.

Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de mars 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Une situation de plus en plus complexe au Moyen-Orient

AU YÉMEN, des attentats visant la minorité chiite houthie ont provoqué la mort de 142 personnes. Les Houtis ont alors lancé une grande offensive en direction du port d'Aden où s'est réfugié le président Abd-Rabbou Mansour Hadi suite à la prise cette automne par ces mêmes Houthis de la capitale Sanaa. Le président a précipitamment fuit chez le voisin saoudien. L'emprise chiite sur le territoire yéménite s'étend donc.

Ce n'est pas une "guerre froide" qui se joue au Yémen mais une rivalité pour le leadership régional entre l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite.

Ce n'est pas la première fois que le Yémen est déchiré, il était divisé entre un Yémen du Nord pro-occidental et Yémen du Sud communiste entre 1967 et 1990. Aujourd'hui, Ce n'est pourtant pas une guerre froide qui se joue au Yémen mais une rivalité pour le leadership régional entre l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite. Une intervention arabe menée par l'Arabie et ses voisins qatari et émirati

s'opère au Yémen, elle est soutenue par Washington. Bruxelles se dit préoccupée quand Téhéran et Bagdad dénoncent cette action militaire. Le tout sur fond de rivalité entre Al-Qaida et l'EI.

Sur le front de l'EI

Des terroristes ont tué une vingtaine de personnes - essentiellement des touristes - et blessé une quarantaine d'autres personnes jusque dans le musée du Bardo. Au-delà de cette lâche agression, les terroristes ont frappé le seul pays qui incarne l'espoir d'un « printemps arabe » réussi. Ils cherchent ainsi à le plonger dans le chaos en s'attaquant au secteur touristique qui représente 4% du PIB et emploie 7% de la population active. La société civile a très vite réagi en manifestant significativement contre le terrorisme. La Tunisie souffre de sa proximité avec une Libye qui est devenue un foyer de déstabilisation où se sont implantées les jihadistes. Cet attentat a été revendiqué par l'EI.

Une terrible bataille s'est engagée autour de Tikrit - ancien fief de Saddam Hussein - aux mains de l'EI. Les forces chiites sont en première ligne, l'Iran joue donc ici une carte déterminante. La reconquête est ardue car la ville est minée. Les Etats-Unis apportent un soutien aérien. L'Iran s'affirme comme une puissance régionale en voie d'affirmation.

Daesh a assassiné une trentaine de personnes à Hama en Syrie, y compris des femmes et des enfants, dans une région de coexistence religieuse.

Le cours du pétrole gêne les pays producteurs

Le cours du pétrole oscille désormais entre 50 et 60 dollars pour le baril de Brent. Cette baisse significative, sa cotation était supérieure à 100 dollars à l'été 2014, est liée à l'augmentation de la production pétrolière des Etats-Unis alors que l'OPEP ne la réduit pas sensiblement. Cette nouvelle donne fragilise des pays comme le Venezuela dont la crise très sérieuse se traduit par une économie de pénurie, y compris pour les produits de première nécessité. Nicolas Maduro accuse d'ailleurs Washington de mener une « guerre du pétrole ». Cette baisse brutale des cours fragilise la situation politique de pays du Golfe comme l'Iran ou l'Irak, de pays africains comme la Libye, l'Algérie ou le Nigéria. Il va sans dire que cela n'améliore pas la situation russe et handicape le Turkménistan. Ce pétrole bon marché alimente les tendances déflationnistes de pays comme le Japon, la baisse du yen comme de l'euro en limite l'effet. Elle redore le moral des ménages français...

Le Pakistan victime de nouveaux attentats

Les talibans ont ensanglanté le Pakistan assassinant plus de 14 chrétiens à l'heure de la messe à proximité d'églises dans le quartier chrétien de Lahore.

La secte Boko Haram continue à déstabiliser le Nigéria

Elle a fait allégeance à Daech après avoir provoqué le report des élections présidentielles. Ils ont marié de force à des membres de cette secte plusieurs dizaines de femmes avant de les assassiner. Les élections présidentielles se déroulent dans un climat très tendu et oppose le président sortant Jonathan Goodluck (à qui est reproché le développement de la corruption et son incapacité à lutter contre Boko Haram) et Muhammadu Buhari, général en retraite.

En Russie, un enterrement sous haute tension

Les obsèques de l'opposant Boris Nemtsov ont mobilisé des milliers de personnes. Son assassinat n'est pas élucidé. Le commanditaire serait-il proche du pouvoir ? A-t-il au contraire été organisé pour déstabiliser Vladimir Poutine voire le pousser à une politique plus radicale ? La piste jihadiste est-elle vraiment crédible ?

Les nuages s'amoncellent dans le ciel des émergents

Plusieurs indices économiques entrent dans le rouge témoignant du ralentissement de la croissance chinoise. Ainsi, les ventes au détail diminuent, les investissements ralentissent comme la production industrielle, même la consommation des ménages se tasse alors que Pékin compte recentrer en partie sa croissance sur son marché domestique.

La banque centrale estime que le Brésil sera en récession en 2015 avec une inflation probablement supérieure à 7%.

Le Brésil de Dilma Rousseff traverse des turbulences, ralentissement économique, scandale politico-financier autour de la firme Petrobras qui ont mis 20 000 personnes dans les rues de Brasilia et 15 000 dans celles de Rio de Janeiro. La banque centrale estime que le Brésil sera en récession en 2015 avec une inflation probablement supérieure à 7%. La situation économique de la Russie continue à se dégrader dans le cadre de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales. Les grands émergents sont entrés dans une phase de ralentissement de leur croissance économique, phase délicate qui doit être gérée au mieux politiquement

pour que de puissances émergentes elles puissent durablement être des puissances émergées.

De bonnes nouvelles économiques aux Etats-Unis

Le taux de chômage qui dépassait les 10% en janvier 2010 est redescendu à 5.5% en février 2015, c'est-à-dire le quasi plein emploi. Cette bonne tenue de l'économie américaine provoque la hausse du dollar. L'enseigne Wall Mart, premier employeur privé du pays, vient d'annoncer une hausse des salaires de ses employés à 10 dollars de l'heure pour 2016. D'autres entreprises lui ont emboité le pas.

Janet Yellen - à la tête de la Fed - opère un « virage monétaire » relevant le taux directeur de 0.25% une première depuis 2009. Le dollar se renforce par rapport à l'euro (l'euro représente moins de 1,05 dollars).

Un rapprochement Washington - Damas ?

Le secrétaire d'Etat John Kerry reconnaît que depuis que la guerre civile en Syrie s'est compliquée avec la politique de prédation de Daech qui aurait peut-être utilisé du chlore contre les Kurdes, Bachar El-Assad redevient un interlocuteur régional possible. Il s'agit de *realpolitik*, Assad semble devoir survivre à cette crise majeure que traverse son pays, il apparaît aussi comme un danger bien moindre que l'EI, voire il serait même une partie de la solution dans cette région. La France n'est pas sur la même ligne concernant Bachar El-Assad (même si Washington reste indécis sur la conduite à suivre) comme elle émet de fortes réserves concernant le dialogue entre Washington et Téhéran concernant le dossier nucléaire.

La Grèce est à court d'argent

Alors que 71% des Allemands ne font pas confiance au gouvernement d'Alexis Tsipras pour mettre en œuvre des réformes, Athènes doit faire face à des échéances de prêt : 1,25 milliards d'euros à rembourser au FMI pour la fin du mois de mars, et près de 5 milliards d'euros de prêt à court terme à honorer pour le mois d'avril. Le premier ministre plaide pour une restructuration de la dette de son pays.

Jean-Claude Juncker essaie de temporiser entre Athènes et Berlin car le ton monte entre les deux capitales. Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances, évoque à voix haute un « grexident », une sortie par accident de la Grèce de l'euro, alors qu'Athènes réclame des réparations à Berlin au titre de la Seconde Guerre mondiale... Les relations sont des plus tendues...

L'Ukraine obtient de l'aide

Le Fonds monétaire international (FMI) adopte un programme de prêt de 15,5 milliards d'euros sur quatre années alors que Kiev a annoncé la baisse du montant des retraites et le triplement du prix du gaz. L'agence Moody's estime pourtant que le défaut de paiement de [l'Ukraine](#) est très probable.

Une Union européenne moins attractive ?

[L'Islande vient de retirer sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne, après avoir lancé le processus de candidature en 2009.](#)

[Au Royaume Uni, l'idée d'un referendum](#) sur la sortie de l'archipel de l'Union européenne progresse. Le leader de l'Ukip, Nigel Farage, veut négocier son rapprochement avec les conservateurs - les Tories - en vue des élections législatives du mois de mai. Une étude menée par Open Europe évalue la sortie de l'Union européenne à 2.2% de perte pour le PIB britannique sur une période d'environ 10 ans qu'il faudrait compenser en ouvrant plus largement le pays y compris à l'immigration.

La montée du péril jihadiste ne remet pas en cause la dissuasion nucléaire.

Les guerres en Syrie, au Sahel, en Irak, la guerre de « basse intensité » en Ukraine, la multiplication des attentats terroristes posent de nouveaux défis stratégiques. La dissuasion nucléaire, n'est a priori pas adaptée à ces dangers.



Carte de l'Iran entouré de 4 puissances nucléaires

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Israël, la Russie, le Pakistan et l'Inde disposent de l'arme nucléaire. AI n°60

Carte extraite d'un article d'[Alternatives internationales](#), M-O. L'effet de la bombe

Neuf pays détiennent cette arme, outre les membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, trois autres ont déclaré publiquement la détenir (Inde, Pakistan, Corée du Nord) et un autre s'en est gardé (Israël). En fait, les grandes puissances modernisent leur arsenal nucléaire qui permet de conserver une supériorité stratégique sur un adversaire qui en est dépourvu. L'arme nucléaire demeure aussi un fort marqueur du statut géopolitique du XXIème siècle.

Israël à l'heure des élections

Les élections israéliennes ont été remportées, de façon non prévues, par le Likoud de B. Netanyahu. Sa formation rafle 30 sièges alors les travaillistes n'en recueillent que 24. Il forme donc un gouvernement « Bibi IV ».

Singapour perd son père fondateur.

Lee Kuan Yew vient de mourir. Il a transformé la cité-Etat de Singapour en « dragon » d'Asie. Il a misé sur l'éducation, les « vertus asiatiques », le capitalisme et a transformé ce petit Etat - 800 km² pour 5 millions d'habitants - en leader régional. Ce « miracle » économique a un revers, des libertés corsetées, une absence de démocratie, mais le droit est respecté ce qui permet un meilleur climat pour les affaires.

Un accord sur le Nil

L'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie ont trouvé un accord sur la gestion des eaux du Nil, fleuve international. Il s'agit d'un accord sur la construction du barrage Renaissance en Éthiopie, il sera le plus grand barrage du continent africain quand il sera mis en activité en 2017.

En France, les élections s'enchaînent et se ressemblent

Les élections cantonales ont été très largement reportées par la droite qui récupère les deux tiers des départements. La gauche perd 25 départements - y compris des bastions de la gauche comme le Nord, la Corrèze du président, l'Essonne du premier ministre ou les Bouches du Rhône - et n'en gagne qu'un seul (la Lozère). Il s'agit de la troisième défaite électorale en un an après la cinglante défaite aux municipales (mars 2014) et aux élections européennes (mai 2014). Les élections régionales de décembre 2015 ne s'augurent pas bien pour la majorité au pouvoir.

Ces élections confirment l'ancrage territorial du Front national, 62 conseillers départements sont élus sous cette étiquette, mais aucun département n'est remporté contrairement à ce qui était pressenti. Erreur d'appréciation statistique, « réflexe républicain », manipulation politique ? Le jeu politique s'est clairement recentré autour du Front national qui est devenu l'épouvantail de la gauche comme de la droite et du centre.

Fin des quotas laitiers

C'est la fin historique des quotas laitiers en Europe communautaire pour faire face à la hausse de la demande mondiale. Ces quotas ont été établis dans les

années 1980 pour lutter contre la surproduction qui alourdissait le coût de fonctionnement de la politique agricole commune (PAC). Cette nouvelle fait le bonheur des producteurs d'Europe du Nord aux grandes exploitations, par contre les petits producteurs laitiers français craignent une baisse des prix d'achat et donc leur disparition à terme. Cela relance les débats sur les projets de « fermes des milles vaches », dans lesquelles les coûts de production sont plus bas.

Copyright Mars 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

Les synthèses annuelles des Actualités internationales

Point d'actualité internationale de février 2015

[Retour au Sommaire](#)

4/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale d'avril 2015

vendredi 1er mai 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales.

Voici une synthèse de l'actualité internationale d'avril 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent les oraux des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

La guerre a gagné le Yémen...

La coalition menée par l'Arabie saoudite a multiplié les bombardements au Yémen pour affaiblir les positions des Houthis, minorité chiite bien implantée au Yémen. Ces derniers ont déjà pris possession de Sanaa et menacent Aden. La coalition menée par Riyad est soutenue par l'Egypte. Comme les puissances occidentales et régionales (à l'exception notable de l'Iran), l'ONU demande aux Houthis de mettre fin à leur offensive. Il faut aussi se souvenir que le Yémen est un sanctuaire d'Al-Qaida (les Frères musulmans y sont aussi bien implantés), où se sont entraînés nombre de terroristes dont ceux qui ont perpétré les attentats de janvier 2015 en France... or les Houthis combattent ces jihadistes de l'AQPA (Al-Qaida dans la péninsule arabique) qui se sont emparés de Moukalla, chef-lieu de la province orientale de l'Hadramaout. L'EI commence à s'implanter au Yémen, profitant de la guerre actuelle, revendiquant deux attentats suicides à Sanaa dans les mosquées chiites, attentats qui ont fait près de 140 morts. Les jihadistes prospèrent à l'ombre de l'intervention menée par la coalition, et ne subissent aucune frappe aérienne : cela va dans le sens d'un conflit régional Iran/Arabie saoudite transposé au Yémen. Cette guerre a déjà fait plus de 1000 morts et des milliers de blessés selon l'ONU ; le Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule

arabique, s'enfoncé chaque jour un peu plus dans le chaos... la catastrophe humanitaire est proche. L'Arabie saoudite hésite à envoyer des troupes au sol... et annonce la fin de ses frappes aériennes de « tempête décisive ».

... elle continue au Proche-Orient

Al- Nostra, branche syrienne d'Al-Qaida a pris possession de la ville d'Idleb, et maîtrise désormais toute la province d'Idlib en plus de celle de Rakka. L'armée de Bachar Al Assad a subi plusieurs revers, notamment dans la province de Deraa. Daesh a assassiné une quarantaine de personnes - y compris des enfants - en majorité chrétiennes. La situation des chrétiens d'Orient est des plus préoccupantes, le pape François s'en fait le relais. La ville de Tikrit - fief de Saddam Hussein - a été reprise aux jihadistes au prix de très durs combats menés par des soldats appuyés par des milices chiïtes. L'EI tient toujours Mossoul au nord et sa région pétrolifère, mais les Yazidis sont parvenus à contrer les jihadistes dans les monts Sinjar.

Le Sinaï égyptien est en partie aux mains des jihadistes d'Ansar Beït Al Maqdess qui ont fait allégeance à Daesh. Une trentaine de personnes y ont été tuées, le Sinaï est quasiment une zone de non-droit.

Daesh s'est considérablement renforcé en Libye autour de Derna et Syrte, contrôlées par Ansar al-Charia. Cette organisation vient d'assassiner une trentaine de chrétiens éthiopiens, pour leur appartenance religieuse, et aussi parce qu'Addis Abbeba est intervenue contre les Shebab somaliens.

Attaque jihadiste au Kenya

Près de 70 personnes ont été assassinées sur le campus universitaire de Garissa au nord du Kenya. Cette dramatique attaque a été revendiquée par les Shebab somaliens, branche somalienne d'Al Qaida. Nairobi est intervenue avec l'Unité africaine pour chasser les Shebab de la capitale somalienne Mogadiscio, et depuis ils multiplient les attentats contre la puissance régionale kényane. Ces assassinats ont ciblé des étudiants chrétiens, les étudiants musulmans ont été épargnés.

Transition démocratique au Nigéria

Le président sortant Goodluck Jonathan a reconnu sa défaite électorale et la victoire de Muhammadu Buhari. C'est la première alternance politique réussie depuis le retour du pouvoir aux civils en 1999.

Rien n'est gagné pour autant. La lutte contre la corruption demeure une gageure, mais le nouveau président bénéficie d'une certaine confiance dans ce domaine. La lutte contre la secte Boko Haram est un immense défi, même si Muhammadu

Buhari a déclaré vouloir l'éradiquer. Cet ancien militaire a déjà été au pouvoir entre 1983 et 1985 au sein d'une junte, il a laissé en souvenir son goût pour la discipline. Cela sera-t-il suffisant pour mettre fin aux exactions de Boko Haram (rapt de plus de 2000 femmes et fillettes depuis la fin 2013 par exemple) ? Le Nigéria est un pays émergent de 173 millions de personnes - le géant démographique africain - dont le PIB est passé devant celui de l'Afrique du Sud, il dispose d'une rente pétrolière et pourtant la majorité de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. Ce pays est miné par la corruption, les inégalités et de fortes tensions religieuses entre les musulmans du nord et les chrétiens du sud. Les chantiers sont nombreux pour le nouveau président.

Les drames en Méditerranée se multiplient

Les migrants fuient souvent des situations de guerre ou d'oppression (Soudan, Somalie, Erythrée...), ils sont pris en charge par de véritables trafiquants d'être humains pour pouvoir traverser la Méditerranée après parfois avoir transité par le Sahara. Ce voyage peut durer jusque deux ans. Les migrants s'entassent dans des embarcations de fortune pour lesquelles ils ont payé leur place plus de 3 000 euros.

La pression migratoire se fait plus forte, l'agence européenne estime qu'entre 600 000 et un million de personnes attendent, entassées dans des camps libyens aux conditions très précaires, de pouvoir traverser la Méditerranée. Cela inquiète au plus haut point l'Italie qui a déjà reçu plus de 20 000 immigrants clandestins sur le premier trimestre 2015 ; elle est particulièrement sous pression en étant l'une des principales portes d'entrée sur le territoire communautaire.

L'Europe se trouve confrontée à l'urgence du défi migratoire, après la mort de plus de 700 personnes en un seul naufrage, et de plus de 1500 depuis le début de l'année 2015. Frederica Mogherini, chef de la diplomatie européenne déclare « *l'Union européenne n'a plus d'alibi* ». A l'évidence elle ne peut laisser quelques pays - au premier rang desquels l'Italie - assumer la politique migratoire de l'Union, pas plus que la ville de Calais ne peut assumer seule - ou presque - celle du Royaume Uni.

Que faire ? Augmenter les navires pour repêcher les migrants ? En 2014, 170 000 immigrants clandestins ont été sauvés par l'opération *Mare nostrum* (*budget 9,3 millions d'euros par mois*), l'immense majorité est accueillie en Italie. Augmenter la capacité d'accueil des centres ? L'Italie craint l'arrivée de plus de 500 000 réfugiés sur son territoire cette année. Lutter contre les « passeurs », nouveaux trafiquants d'être humains qui les laissent se noyer sans état d'âme ? C'est ce que propose Matteo Renzi qui dénonce un « nouvel esclavagisme » et envisage

d'utiliser des drones militaires contre les embarcations encore vides. Développer la politique de co-développement avec les foyers émetteurs pour décourager en partie les départs ? Passer des accords avec les différentes factions libyennes pour qu'elles ne laissent plus passer les flux, comme au temps de Kadhafi ? Le chaos libyen actuel explique en grande partie l'intensification des flux migratoires, faut-il alors intervenir de nouveau en Libye ? L'Union convoque un sommet européen extraordinaire pour essayer de trouver des solutions à une situation qui ne l'est pas moins. L'Europe est prise entre devoir moral d'aide et éviter de multiplier les candidats au départ. L'Union décide de tripler l'enveloppe de *Triton* (autour de l'Italie) et *Poséidon* (autour de la Grèce), au risque d'encourager les trafiquants, et réfléchit à une possible intervention militaire pour détruire les embarcations encore vides.

Mémoire arménienne

Les Arméniens commémorent le centenaire du début du génocide sous l'empire ottoman. L'Eglise arménienne a décidé de canoniser 1,5 millions de victimes, et la capitale arménienne Erevan organise une cérémonie commémorative à laquelle participent les présidents français et russe, par exemple, pour le plus grand déplaisir d'Ankara. L'Allemagne reconnaît aussi ce génocide des Arméniens, une première pour un pays qui accueille une forte communauté turque.

Elections en Ouzbékistan

Le président sortant, Islam Karimov, âgé de 77 ans, a été réélu sans surprise pour un nouveau mandat de 5 ans alors qu'il dirige son pays depuis déjà un quart de siècle. La Constitution de l'Ouzbékistan limite pourtant la présidence à deux mandats successifs...

L'Estonie change de gouvernement...

Le premier ministre Taavi Roivas est désormais à la tête d'une vaste coalition gouvernementale entre parti de la réforme et sociaux-démocrates.

... la Finlande aussi

Le parti du Centre a remporté les élections législatives, son leader Juha Sipilä devra constituer un gouvernement de coalition. Il le fera peut-être avec le parti arrivé en deuxième position aux élections, le parti des Finlandais de Timo Soini, un parti volontiers eurosceptique et xénophobe. La Finlande vieillissante vit très mal l'effondrement du rêve Nokia.

Une éclaircie sur le dossier du nucléaire iranien ?

Il n'y a pas eu rupture des négociations entre l'Iran et les grandes puissances à Lausanne. Téhéran demande en préalable à toute avancée claire une levée des sanctions économiques qui étouffent son économie depuis longtemps, mais ces sanctions ne seront levées que progressivement. Les négociations portent aussi sur la capacité de Téhéran à fabriquer une bombe, la communauté internationale veut un « *break out time* » qui lui donnerait le temps d'agir si l'Iran se dotait d'une bombe en moins d'un an... Les positions américaine et française ne se rejoignent pas forcément, Riyad est très hostile à un accord avec son rival régional qu'elle accuse de soutenir la rébellion houthis.

Un accord sur le nucléaire permettrait une vraie renaissance économique de l'Iran qui pourrait aussi réexporter davantage de pétrole... et redevenir tout simplement une grande puissance régionale.

La Grèce regarde à l'Est...

Les Européens demandent davantage de réformes à Athènes, à rebours du programme sur lequel a été élu l'actuel gouvernement. Alexis Tsipras s'est rendu à Moscou pour obtenir le soutien de Vladimir Poutine, en pleine crise ukrainienne. Moscou ne règlera pas les dettes de son allié grec, mais ce rapprochement fait évoluer la géopolitique interne au continent européen. Pourtant pas plus qu'il n'a trouvé un soutien financier à Moscou, le gouvernement grec n'en a trouvé auprès de Washington où Obama a conseillé de « *faire des réformes difficiles* ». Le FMI lui a refusé un rééchelonnement uniquement accordé aux pays pauvres en grande difficulté. Or le 12 mai, la Grèce doit rembourser 747 millions d'euros au FMI... La Grèce se rapproche en fait un peu plus du défaut de paiement, épouvantail dont elle use face à ses créanciers européens. La popularité du gouvernement grec commence à s'éroder auprès de ses administrés.

... et la Macédoine se paralyse toujours davantage

Les conservateurs, au pouvoir depuis 2006, dont la réélection en 2014 est contestée par l'opposition, font face à de nombreux scandales : népotisme, corruption, intimidation... L'opposition boycotte désormais le Parlement et la Macédoine ne prend plus aucune réforme, son processus d'adhésion est lui aussi bloqué...notamment par son voisin grec qui lui interdit l'usage du nom de Macédoine au motif qu'elle ne peut être que grecque. Un autre drame balkanique...

Des GI's sur le sol ukrainien

Washington a envoyé 300 parachutistes, des instructeurs qui doivent former des soldats de la Garde nationale ukrainienne, à environ 1000 km de la ligne de front. Leur mission devrait durer 6 mois. Cette affirmation par les Etats-Unis d'une position plus dure ne peut être ressentie que comme une provocation au Kremlin. Le Canada devrait à son tour envoyer 200 instructeurs au cours de cet été.

La croissance chinoise s'essouffle...

La croissance chinoise devrait être de 7% pour 2015, la plus basse depuis une quinzaine d'années, si ce n'est en 2009. Certains signes inquiètent Pékin comme la décélération de la hausse de la production industrielle ou celle de l'investissement, sans compter que les exportations sont moins dynamiques ; une croissance qui semble moins assurée que par le passé. Il est tout à fait possible que Pékin doive soutenir l'activité, elle doit surtout veiller à corriger les nombreux déséquilibres - et pas seulement économiques - pour pérenniser son modèle actuel ; à moins d'en changer radicalement.

... mais pas son activité géopolitique

Le président chinois Xi Jinping s'est rendu chez son allié en Asie du sud, le Pakistan. Pékin veut y construire un vrai corridor de transport vers la mer d'Arabie (et Gwadar) et y investit une vingtaine de milliards de dollars par le biais des fonds pour la nouvelle route de la soie.

L'eau : or bleu du XXIème siècle

La Corée du Sud accueille le 7ème forum de l'eau, qui rappelle à quel point l'accès à l'eau potable demeure un enjeu essentiel pour près de la moitié de la population mondiale. L'approvisionnement des grandes métropoles, y compris dans les pays riches et développés, sera bientôt problématique : il faudra ménager les ressources et retraiter davantage l'eau. La Californie, dont l'approvisionnement en eau est déjà problématique, s'oriente vers le dessalement de l'eau de mer, comme à San Diego.

La Commission européenne attend une action contre Google

Ce géant de l'Internet est accusé par la Commission européenne d'abuser de sa situation dominante et d'empêcher le libre jeu de la concurrence, en particulier dans le domaine des comparateurs de prix. Google favorisant les sociétés qui lui sont associées. Ce moteur de recherche détient près de 90% du marché européen, sa politique a donc un impact immense. Trois sociétés ont déposé plainte contre Google il y a déjà maintenant 5 années. Google peut choisir d'amender ses pratiques - rendre plus visibles ses concurrents - ou d'espérer que les conclusions

de l'enquête lui soient favorables, pour éviter une amende qui peut atteindre 10% de son chiffre d'affaires, environ 6 milliards d'euros.

L'Angleterre futur pays pétrolier ?

L'entreprise *UK Oil & gas Investments* annonce avoir trouvé du pétrole en forant près de l'aéroport de Gatwick, peut-être « *plusieurs milliards de barils* ». Il faut néanmoins attendre d'autres forages avant de rêver d'avoir le Koweït en banlieue de Londres.

Les Etats-Unis sont devenus les premiers producteurs mondiaux d'hydrocarbures

Les Etats-Unis sont depuis 2013 les premiers producteurs mondial de pétrole - devant l'Arabie saoudite- et de gaz naturel devant la Russie. L'augmentation de leur production d'hydrocarbures en 2014 n'a fait que renforcer leur statut de leader mondial des hydrocarbures, avec 28,3 millions de milliards de BTU (British Thermal Unit) pour le pétrole et 26,3 pour le gaz selon le département américain de l'énergie (US Energy Information Agency). Ces records sont liés à l'exploitations des huiles et gaz de schistes par Washington qui opère ainsi une véritable révolution énergétique, à l'origine d'un nouveau « choc pétrolier » puisque l'or noir se négocie aux environs de 50-55 dollars le baril. Tous les grands consommateurs de matières premières et énergétiques y voient un ballon d'oxygène, ce qui n'est pas le cas des producteurs. Les difficultés économiques du Venezuela sont aggravées par la chute des cours du pétrole, le Groenland voit quant à lui s'éloigner l'horizon d'une indépendance basée sur l'exploitation de ses matières premières.

Les Etats-Unis d'Obama opèrent un dégel des relations avec Cuba

Le sommet des Amériques, organisé à Panama est historique car l'occasion de la rencontre entre le président des Etats-Unis et Raul Castro. Une page est en train de se tourner alors que la Guerre froide s'est terminée depuis un quart de siècle. La levée de l'embargo n'est pas d'actualité car elle ne peut être décidée que par le Congrès américain dominé par les Républicains. Le président Obama a pris position en faveur du retrait de Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme. C'est un geste fort en faveur du réchauffement des relations entre les deux pays. Au niveau géopolitique, les Etats-Unis d'Obama se recentrent en partie sur une Amérique latine délaissée jusque là par cette administration... mais courtisée par la Chine qui prête de l'argent à Petrobras ou au Venezuela de Maduro.

La France vend de nouveaux Rafales...

Le premier ministre indien, Narendra Modi en visite à Paris fait la promotion du « *make in India* », et appelle les entreprises européennes à venir investir en Inde. L'Inde espère accueillir sur son sol des chaînes de montage d'Airbus. [La France](#) et [l'Inde](#) sont en cours de négociation d'un contrat portant sur 126 Rafales depuis trois ans. Finalement New Delhi s'orienterait plutôt sur 36 Rafales construits en Europe. C'est une très bonne nouvelle pour l'industrie française, Dassault en tête, un deuxième succès à l'exportation en deux mois. L'Inde, quant à elle, dispose d'un outil militaire vieillissant alors qu'elle est entourée de pays voisins jugés menaçants (Pakistan et Chine), cela explique la signature de contrats d'armement. D'autres suivront peut-être. La Pologne pourrait acheter 50 hélicoptères à Airbus.

... et des armes au Liban

La France vient de vendre 48 missiles Milan ainsi que 16 postes de tir au Liban pour l'aider dans sa lutte contre le terrorisme, et notamment Jabhat Al-Nostra. Le tout est financé par Riyad.

Copyright Avril 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)

[Point d'actualité internationale de mai 2015](#)

[Point d'actualité internationale de mars 2015](#)

[Retour au Sommaire](#)

5/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de mai 2015

dimanche 31 mai 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales.

Voici une synthèse de l'actualité internationale de mai 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent les oraux des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Les élections législatives britanniques renforcent David Cameron

Les élections législatives ont donné une nette majorité aux tories qui peuvent désormais gouverner seuls avec 331 des 650 sièges du parlement. On peut se demander si celui-ci demeure bien britannique car les indépendantistes écossais ont remporté 56 sièges (des 59 possibles en Ecosse), expliquant en partie la déconfiture travailliste de cette terre qui lui est traditionnellement favorable. Le leader travailliste Ed Milliband a préféré démissionner. Les lib-dems sortent laminés et ils ne conservent que 8 sièges, l'Ukip, très anti-Bruxelles n'a qu'un seul siège.

Le jeu politique britannique fait peser une épée de Damoclès sur l'ensemble de l'Union européenne, ne serait-ce qu'en terme d'image.

Au-delà du fait que les instituts de sondage n'ont pas anticipé le sort des urnes, cette élection suscite de nombreuses interrogations. L'affirmation des indépendantistes pose la question d'un éventuel nouveau référendum pour cette

région qui est plus europhile que la moyenne britannique. Cameron y est opposé, alors qu'il soutient la tenue en 2016-17 d'un referendum sur le maintien des Britanniques au sein de l'Union européenne (le *Brexit*). L'actuel débat sur l'accueil mieux partagé des migrants ne peut que radicaliser les positions outre-manche. Ces scrutins en suspend posent aussi plus largement la question de l'identité des Britanniques, de l'unité d'un royaume qui mène une politique de dévolution depuis le gouvernement de Tony Blair, concédant davantage de pouvoir aux régions écossaise, galloise voire irlandaise.

L'Union européenne face à sa politique migratoire

Devant la répétition de drames en mer Méditerranée, Bruxelles recherche l'assentiment de l'ONU (et donc de la Russie avec qui les relations sont tendues) pour une mener une politique musclée contre les passeurs qui relèvent de véritable mafias et jettent en Méditerranée des milliers de migrants sur de bien frêles esquifs. L'objectif étant d'empêcher ces embarcations d'arriver en pleine mer.

Des propositions qui veulent faire bouger les lignes... des Etats réticents et des opinions clivées.

Sous l'impulsion de Jean-Claude Juncker, la Commission européenne propose courant mai 2015 une refonte radicale de la politique migratoire de l'Union en répartissant l'accueil des migrants (actuellement à la charge quasi exclusive des pays méditerranéens, Italie en tête) selon des quotas en fonction du PIB, de la population et du nombre de migrants déjà accueilli pour chaque pays membre. Elle propose aussi - en plus d'une réforme de la politique migratoire, du droit d'asile ou d'un meilleur contrôle aux frontières - une « carte bleue » pour faciliter les migrations économiques internes à l'Union et espère doper une « immigration choisie », de travailleurs qualifiés vers une Union devenue un pôle de vieillissement à l'échelle de la planète.

Le caractère « explosif » de ces propositions est évident, notamment pour des sociétés confrontées à un chômage de masse (Europe de l'ouest et du Sud) y compris des jeunes, ou une Europe orientale qui ne comprend pourquoi elle devrait accueillir des migrants du Sud, elle dont le regard reste longitudinal, entre l'Est (qu'elle craint) et l'Ouest (dans lequel elle a mis ses espoirs).

La France regarde les Tropiques...

Le président français a entrepris un voyage qui l'a mené en Martinique et en

Guadeloupe où il a promis une meilleure égalité des chances et reconnu la « force morale » des anciens esclaves.

Il a ensuite rendu visite aux frères Castro à Cuba dont l'ouverture croissante - depuis la poignée de main entre Raul Castro et Barack Obama - laisse espérer l'ouverture d'un nouveau marché pour les intérêts français.

La France continue à enregistrer des ventes à l'exportation de son Rafale, après l'Egypte et l'Inde, le Qatar a annoncé en mai 2015 l'acquisition prochaine de 24 avions.

L'Europe fête les 70 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale

Le 8 mai 2015 a donné lieu de nombreuses commémorations à travers l'Europe qui se rappelle ainsi la fin de ses « années noires » et la victoire sur le nazisme. Moscou commémore, elle, la fin de la Seconde Guerre mondiale le 9 mai. V. Poutine a organisé à cette occasion une fastueuse cérémonie, boudée par les dirigeants occidentaux en raison de la guerre en Ukraine, mais à laquelle ont assisté d'autres chefs d'Etats et de gouvernement, notamment venus d'Asie.

La Grèce toujours dans l'œil du cyclone...

L'actualité internationale de mai 2015 a été également marquée par la question grecque. Athènes vient de rembourser sa dette de 750 millions d'euros contractée auprès du FMI à qui elle doit encore rembourser plus de 30 millions € début juin 2015. Les créanciers de la Grèce restent dubitatifs sur l'ampleur des réformes engagées par le gouvernement d'Alexis Tsipras, et la volonté des autorités d'honorer leurs promesses. Lors de la réunion du G7 à Dresde (Allemagne) les créanciers européens ont reconnu qu'il reste à la Grèce un long chemin à parcourir...

L'Union européenne est sous la double menace d'un Grexit et d'un Brexit... Heureusement qu'il reste des candidats dans les Balkans occidentaux...

Madame Lagarde, directrice du FMI, évoque publiquement une possible sortie de la Grèce de la zone euro - un Grexit - qui n'entraînerait pas, selon elle, son implosion. Athènes ne semble pas devoir attendre de mansuétude de la part de cette institution de Bretton Woods à laquelle elle doit encore rembourser 1,6 milliards d'euros d'ici la fin du mois de juin 2015.

L'Union européenne est sous la double menace d'un Grexit et d'un Brexit, preuve

que non seulement les temps sont durs mais aussi que celui de l'enchantement européen n'est plus d'actualité. Le détricotage de l'Europe communautaire n'est plus un tabou en mai 2015.

... la Macédoine aussi mais pour d'autres raisons

Des violences ont éclaté à Kumanovo, au nord-ouest de la capitale Skopje, provoquant la mort de 22 personnes. Les autorités annoncent avoir agi contre des terroristes d'origine albanaise. Le pays traverse une crise politique liée aux pratiques autoritaires du gouvernement comme à l'impasse de la situation économique et sociale du pays. Une manifestation a réuni plus de 20 000 personnes dans la capitale pour demander la démission du gouvernement.

Le Burundi est secoué par des émeutes

Bujumbura a été l'épicentre de fortes manifestations pour empêcher l'actuel président Pierre Nkrurunziza de briguer le troisième mandat auquel il peut prétendre après avoir fait changer la constitution. Une partie de l'armée burundaise a essayé en vain de prendre le pouvoir en l'absence du président. De retour, celui-ci a mené la chasse aux putschistes sans réussir à empêcher la poursuite des contestations.

La Malaisie accueille des migrants

La Malaisie a recueilli un millier de migrants provenant du Bangladesh et de Birmanie par la mer, ce qui n'est pas sans rappeler les « boat people » fuyant le Vietnam réunifié sous la direction de Hanoï dans les années 1970-80. D'autres sont arrivés dans la province d'Aceh en Indonésie. Il s'agit de la minorité birmane musulmane des Rohingyas particulièrement malmenée par les autorités du pays. Le scandale des milliers de migrants à la dérive et refusés par les Etats voisins est à l'ordre du jour de l'Asean. Le Bangladesh annonce à son tour qu'il va déplacer des milliers de réfugiés Rohingyas qui vivent dans des camps à la frontière avec la Birmanie.

Un terrible séisme frappe le Népal

Le tremblement de terre a causé la mort de plus de 8 000 personnes, 16 000 blessés car son épicentre est situé près de la capitale Katmandou, il en a détruit une bonne partie des monuments. Ce séisme d'une force de 7,8 - lié à une zone de subduction entre les plaques tectoniques indienne et eurasienne - affecte un pays pauvre et enclavé, qui devrait mettre du temps à s'en relever malgré l'aide internationale.

En ce mois de mai 2015, l'émoi international qu'il suscite reflète aussi la place du Népal dans le tourisme mondial... La France déplore ainsi 10 morts, plusieurs milliers de ses ressortissants s'y trouvaient lors de la catastrophe.

Sort des urnes

Au Kazakhstan Noursoultan Nazarbaïev a été réélu pour son cinquième mandat avec près de 98% des voix et un taux de participation aux élections quasiment équivalent. L'OSCE dénonce pourtant l'absence de choix réel au niveau politique dans cette république d'Asie centrale qui n'est pas une démocratie.

Au Togo, le président sortant Faure Gnassingbé est réélu avec un score de plus de 58% face à son opposant Jean-Pierre Fabre.

Les Etats-Unis connaissent de nouvelles émeutes à caractère racial... et sont victimes d'un attentat islamiste

Après les émeutes de l'été à Ferguson suite à la mort d'un jeune noir, les Etats-Unis renouent avec des violences urbaines qui rappellent celles lors du combat des droits civiques lors des années 1960. Un jeune noir est mort suite à son arrestation à Baltimore, les manifestations violentes ont provoqué en retour l'envoi de la garde nationale et l'instauration d'un couvre-feu.

Une fusillade a éclaté à Garland au Texas, elle a été revendiquée par Daesh. Si elle n'a coûté la vie qu'aux assaillants, elle est un avertissement très sérieux pour Washington.

Une péninsule arabe fragilisée ?

Alors que le Yémen se déchire dans une guerre civile entre sunnites et chiites qui reflète les tensions régionales entre Arabie saoudite et Iran et que la guerre menée par Daesh déstabilise le Moyen-Orient, Riyad n'apprécie pas les négociations entre Washington et Téhéran. Le roi Salman boycotte le sommet organisé par Barack Obama à Camp David dont le but était de resserrer les relations avec les membres du du Conseil de coopération du Golfe (CCG). L'alliance avec Washington s'est relâchée depuis le manque de soutien de Washington à Moubarak et son refus d'une intervention militaire contre Bachar el-Assad. D'un autre côté, le financement par ces mêmes monarchies des mouvements islamistes radicaux est un point de discorde. Ces monarchies continuent pourtant à acheter des armes, y compris à la France.

Le Pakistan et l'Afghanistan visés par un attentat

A Karachi 43 personnes de confession chiite ont été assassinées pour leur

appartenance religieuse. C'est une nouvelle preuve de l'instabilité et des tensions communautaires qui déchirent ce pays. En Afghanistan, les Taliban ont tué 14 personnes à Kaboul, des étrangers majoritairement.

La guerre se poursuit au Proche-Orient

Les forces spéciales des Etats-Unis ont mené une attaque qui a tué une trentaine de personnes dont Abbou Sayyaf (en charge des revenus pétroliers pour l'EI). En revanche, Daesh s'est emparé de Palmyre, ville antique de la reine Zénobie, et continue à assassiner les civils. Le régime syrien est pour l'instant affaibli face à l'offensive des jihadistes - notamment Al-Nostrat - soutenus par les pétromonarchies du Golfe et l'avancée de l'EI. Ce dernier a dû abandonner Tikrit en Irak mais a pris Ramadi, capitale de la province d'al-Anbar provoquant l'exode d'une partie de la population.

La stratégie de frappes aériennes peut-elle apporter une victoire militaire décisive ?

Tout cela révèle la capacité militaire de l'EI, organisation qui trouve des soutiens auprès d'une partie de la population sunnite irakienne qui ne s'y retrouve pas dans l'Irak d'après S. Hussein qui fait la part belle aux chiïtes. Elle démonte aussi la faiblesse des Occidentaux dont la stratégie de frappes aériennes ne peut apporter de victoire militaire décisive, alors qu'ils n'ont pas davantage de solution politique.

Une avancée dans les négociations du partenariat transatlantique

Ces négociations ont cours entre l'Union européenne et les Etats-Unis pour une libéralisation des échanges. Courant mai 2015, un premier vote vient de définir le mandat de négociation des représentants européens. Les Verts s'indignent du soutien apporté par les socialistes aux tribunaux d'arbitrage privés qui doivent s'occuper des litiges entre une grande entreprise et un Etat.

Le Nigéria sur les rails de la démocratie ?

Le nouveau président élu au Nigéria, Muhammadu Buhari, vient d'être investi à la magistrature suprême de son pays. Le passage de pouvoir avec Jonathan Goodluck s'est plutôt bien passé, et le nouveau président a déjà montré de la fermeté face à Boko Haram en délivrant plusieurs centaines de jeunes femmes enlevées par cette secte.

De bonnes nouvelles pour ce géant démographique africain qui est aussi devenu la première économie de son continent.

Copyright Mai 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

Les synthèses annuelles des Actualités internationales

Point d'actualité internationale de juin 2015

Point d'actualité internationale d'avril 2015

[Retour au Sommaire](#)

6/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de juin 2015

mercredi 1er juillet 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales.

Voici une synthèse de l'actualité internationale de juin 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou passent les oraux des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Une mondialisation heureuse ?

L'indice CSI 300 de la bourse chinoise (Shanghai et Shenzhen) a progressé de 124% en une année ! Elle attire toujours plus d'investisseurs étrangers à qui elle s'ouvre davantage, tout en se convertissant à l'entrepreneuriat. Les bourses chinoises prennent la deuxième place devant le Kabuto Cho nippon, mais derrière le NYSE.

La Chine commence à devenir riche, elle compte déjà plus de 1,3 millions de... millionnaires et 194 milliardaires. Wang Jianlin, à la tête de Dalian Wanda un conglomérat très présent dans le secteur du tourisme, est le chinois le plus riche du monde. Il devance de peu Jack Ma qui dirige Alibaba (équivalent de ebay en Chine), alors que Zhou Quinfei est la chinoise la plus riche grâce à Lens Technology, cette ancienne ouvrière incarne une success story à la chinoise.

La capitale française est devenue une vraie capitale pour les incubateurs. Il existe visiblement une *French touch* à l'image de Xavier Niel. Avec 1 500 start up et 40 incubateurs, il est temps de changer la vision que nous avons trop souvent de Paris.

L'Europe à l'heure du désamour...

Le Royaume-Uni est tenté par le « *Brexit* », une sortie de l'Union européenne mal aimée outre-manche. La Grèce est au bord du « *Grexit* », une sortie de la zone euro du fait d'un possible défaut de paiement si Athènes n'honore pas ses dettes. La Hongrie et la Pologne sont dirigées par des eurosceptiques et dans de nombreux pays européens les partis eurosceptiques (extrême-droite ou extrême-gauche) progressent aux différentes élections.

L'Europe communautaire se déchire sur la question des migrants. La France bloque les migrants à la frontière italienne - le scandale de Vintimille - alors que Calais devenue l'antichambre du Royaume- Uni abrite plus de 3 000 migrants et bientôt 5 000. Bruxelles estime qu'environ 40 000 demandeurs d'asile ont débarqué en Italie et en Grèce ce qui a poussé Jean-Claude Juncker à proposer à chaque Etat de prendre un quota de migrants. Au final, l'Union abandonne la proposition de « quotas obligatoires » qui a provoqué une large fronde au sein de l'Europe, mais opte plutôt pour le volontariat. Matteo Renzi et François Hollande ont d'ailleurs affirmé un principe de « responsabilité et de solidarité ».

L'Union vient de décider une opération militaire « EU NavFor » pour détruire les embarcations des trafiquants d'êtres humains dans les eaux internationales (si elles sont vides), Bruxelles attend le feu vert de l'ONU pour pouvoir agir dans les eaux libyennes.

La Hongrie a décidé de fermer ses frontières avec la Serbie, Budapest construit un mur - de 175 km de long et 4 mètres de haut - pour essayer d'endiguer l'afflux de migrants clandestins. Elle a déjà arrêté plus de 60 000 migrants illégaux depuis le 1er janvier 2015.

Grexit or not, Grexit is the question...

La Grèce est menacée de faillite et espère toucher un plan d'aide 7,2 milliards d'euros, en sachant qu'Athènes doit rembourser plus de 9 milliards d'euros au FMI et à la BCE, dont un peu moins de 7 milliards d'ici la fin du mois d'août 2015. En clair, l'aide européenne servirait à rembourser les dettes contractées auprès du FMI.

Le gouvernement d'Alexis Tsipras table sur le fait que les Européens céderont et paieront.

Le gouvernement d'Alexis Tsipras table sur le fait que les Européens céderont et paieront (pour des raisons politiques et géopolitiques) afin d'éviter une faillite de

la Grèce et donc un Grexit. Les banques allemandes et françaises sont les plus exposées à un possible défaut Grec qui pousse la population hellène à opérer d'importants retraits de liquidités en euros au cas où...

Le FMI ne veut pas accorder de moratoire à Athènes (Christine Lagarde remet son mandat en jeu) qui n'est pas un pays pauvre comme la Somalie mais un pays riche et développé. Les créanciers européens ne veulent pas faire de nouveaux gestes en faveur de la Grèce sans que celle-ci ait pris au préalable de nouveaux engagements. Les négociations portent par exemple sur le relèvement de la TVA, la fin des préretraites, le relèvement de l'âge de la retraite... mais cela met le parti d'Alexis Tsipras sous tension dans son pays. Les Européens veulent éviter un Grexit, mais pas à n'importe quel prix...ils sont d'accord pour aider la Grèce à effacer une partie de son passif, encore faut-il qu'elle soit en situation de ne pas en créer un nouveau plus important. La Grèce a adopté une politique d'austérité, force est de constater que celle-ci ne lui a pas permis de préparer l'avenir, c'est l'enjeu actuel des négociations. Les Européens ne veulent pas être *ad vitam aeternam* ceux qui paieront pour Athènes, la Grèce doit se réformer améliorer la collecte de l'impôt, mieux lutter contre l'évasion fiscale... un immense chantier. Elle doit prendre en main son avenir, il n'est pas sûr que c'est ce que prépare l'actuel gouvernement.

Les enjeux sont aussi de préserver une certaine cohésion sociale en Grèce... et la démocratie.

L'OTAN se renforce en Europe

C'est dans le contexte de guerre de « basse intensité » en Ukraine qu'il faut comprendre la décision américaine de renforcer la présence en chars et artillerie pour l'infanterie en Europe orientale : une annonce acceptée par les pays baltes, la Bulgarie la Roumanie et la Pologne.

L'Union européenne a prolongé jusque début 2016 les sanctions économiques contre Moscou, qui réitère les siennes contre les produits européens jusqu'à la mi-2016. Un jeu perdant-perdant ?

Les Etats-Unis continueraient à incarner un « *hard power* (J. Nye) et l'Union européenne un « *soft power* » ? La Lituanie est prête à livrer des armes à l'Ukraine, alors que l'Union ne veut pas d'escalade dans le conflit.

Une géopolitique du sport

La Fifa est éclaboussée par un scandale de corruption qui se chiffre au moins en

centaines de millions de dollars... au lendemain de la réélection de Sepp Blatter à la tête de cette fédération de football. C'est la justice américaine qui fait éclater le scandale, justice d'un pays déçu de ne pas organiser la coupe du monde (la Russie et le Qatar en sont les prochains hôtes), l'Amérique semble toujours la seule à pouvoir faire régner l'ordre, en tout cas un certain ordre international...

Paris présente sa candidature pour accueillir les Jeux olympiques en 2014, 100 ans après ceux de Paris. De belles candidatures sont sur les rangs comme celles de Hambourg... Les Français sont-ils passés maître en lobbying, qui appartient bien davantage à la culture britannique. Le choix sera fixé en 2017.

Villes et pays se pressent pour accueillir les grands événements sportifs mondiaux qui reflètent les nouveaux rapports de force : jeux olympiques de Pékin en 2008, de Sotchi en 2014, Rio en 2016, coupe du monde en Allemagne en 2006, en Afrique du Sud en 2010, au Brésil en 2014... On comprend que Washington en conçoive de l'amertume. Ces grands événements sportifs servent de vitrine à leur hôte.

Terrorisme et jihadisme ne désarment pas

Palmyre est tombée aux mains de l'EI (cette cité antique aurait été minée), le mois de mai 2015 est le plus meurtrier en Syrie depuis 2011 avec plus de 6 500 morts. Les Kurdes résistent à l'EI dans la région de Raqqa.

La situation n'est pas meilleure sur le front irakien où Ramadi a été prise au mois de mai 2015. Le gouvernement irakien, qui ne peut que constater l'inefficacité actuelle de l'opération Chammal, envisage de mieux intégrer les tribus sunnites dans la lutte contre Daech.

Fajr Libya, qui fédère les milices qui ont pris le pouvoir à Tripoli à l'été 2014, affronte désormais l'EI dans cette partie de la Libye, ce qui ajoute à la confusion de la situation sur place.

La guerre au Yémen ne s'apaise pas, malgré un processus de pourparler entre les rebelles et la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. Nasser Al-Wahishi, leader d'Al-Qaida au Yémen a été tué par un drone américain.

Le parlement afghan a été touché par un attentat organisé par les talibans, un kamikaze a fait plusieurs victimes dont une femme et un enfant.

Bénin, Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad se sont réunis dans la capitale nigériane pour coordonner leurs actions contre Boko Haram.

Le temps des barbares...

A l'heure où j'écris ces lignes ...

La France vient d'être la victime d'un nouvel attentat islamiste en Isère qui a touché l'usine Air Products, classée Seveso. Le directeur a été assassiné avant que le terroriste ne dépose ses bombes. Ce dernier serait un père de famille radicalisé...

En Tunisie l'horreur continue, un terroriste a assassiné plus de 38 personnes à l'arme d'assaut dans un hôtel de Sousse très fréquenté par les touristes occidentaux. Cet attentat est revendiqué par Daech, il touche un secteur vital de l'économie tunisienne et menace de plonger ce pays dans le chaos quelques mois après l'attentat du Bardo.

Au Koweït, un attentat suicide anti-chiite aurait fait une vingtaine de morts et plus de 200 blessés.

En Somalie, des dizaines de soldats auraient été tués par les Shebabs.

On ne peut être que frappés par la concomitance de ces carnages, sont-ils coordonnés par Daech ?

Le pape François prend position sur le climat

Le pape François prend clairement fait et cause pour la défense du climat et la défense d'une politique de réduction des gaz à effet de serre (GES), sortant ainsi de sa réserve habituelle. Cet engagement, dans l'encyclique *Laudato si*, se fait trois mois avant son déplacement aux Etats-Unis dont on connaît la réticence à s'engager pour lutter contre le réchauffement climatique... alors que la communauté catholique se renforce au fur et à mesure de l'immigration hispanique.

Cet encyclique est un nouvel appel à la fraternité, à la tempérance et en fait à la raison des hommes.

Le Janus américain

Les Etats-Unis ne parviennent pas à se défaire de leur passé : une fusillade à Charleston - Caroline Du Sud - a provoqué la mort de 9 personnes en pleine église. Cet acte a visé délibérément la communauté noire.

Ils sont pourtant résolument tournés vers l'avenir, ils ont ravi à l'Arabie saoudite la place de premier producteur de pétrole selon le rapport de BP. Le Congrès - grâce aux Républicains - vient d'accorder au président Obama le « *fast track* » (ou *Trade Promotion Authority*) qui facilite l'examen des textes des grands accords transocéaniques en cours de négociation. Barack Obama espère parvenir

à la signature d'un accord de libre-échange ou Partenariat trans-pacifique (TPP) - avec l'espace Pacifique mais sans la Chine - avant la fin de son mandat, les négociations pour le Partenariat Transatlantique (TTIP) risquent d'être plus longues d'autant plus que l'on connaît la vraie « guerre économique » menée entre Washington et ses partenaires européens.

Cyberattaques et grandes oreilles

Un nouveau scandale d'espionnage vient d'être révélé par WikiLeaks. Angela Merkel et Dilma Rousseff se savaient déjà écoutées par leur allié américain. Les présidents français Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande ont été espionnés par la NSA, l'ambassade américaine de Paris est un épicrocentric de l'espionnage à quelques centaines de mètres de l'Elysée... Cela révèle de nouveau le peu de confiance de Washington en ses propres alliés - et pour les plus optimistes d'entre nous de l'importance constante de la France - mais aussi à quel point la négociation de tous les contrats économiques est biaisée par ces écoutes qui relèvent de la guerre économique. Comment l'Union européenne peut-elle négocier sereinement un partenariat transatlantique avec un partenaire qui connaît à l'avance quelles conditions Bruxelles est prête à accepter ? On peut aussi penser aux accords signés par Airbus... quand on connaît la rivalité très forte qui l'oppose à Boeing...

Ce scandale éclate au moment du vote de la loi sur le renseignement en France.

Le Bundestag a subi une cyberattaque, toutes ses communications sont très probablement écoutées par des services étrangers. Certains soupçonnent Moscou. Les fuites sont sensibles, y compris concernant des contrats d'armements.

Le sort des urnes

Turquie : Recep Edogan subit un relatif revers électoral et doit former un gouvernement de coalition.

Au Danemark, le gouvernement de la sociale-démocrate Helle Thorning-Schmidt a été sévèrement battu lors des dernières élections législatives. Ces dernières ont été remportées par le Parti populaire, europhobe au discours très anti-immigrés. Le Parti populaire danois de Kristian Thulesen Dalh a lui aussi enregistré une progression historique lors de ces législatives, son parti veut un référendum sur le maintien du Danemark au sein de l'Union européenne. La reine a confié au président du parti libéral conservateur, Lars Lokke Rasmussen arrivé en troisième position, la tâche très délicate de constituer un gouvernement de coalition. On peut rapprocher le résultat de ces élections des attentats qui ont

frappé Copenhague au début de l'année 2015.

En raison des très fortes tensions au Burundi, une partie de la population ne souhaitant pas que l'actuel président se représente, celui-ci a décidé de reporter les présidentielles.

L'Arabie saoudite confirme ses achats à la France, voire plus...

Elle achète 23 hélicoptères Airbus H145, 30 Airbus A320 et 20 A330. Les saoudiens se sont engagés sur des patrouilleurs rapides. Des négociations sont engagées sur la construction des deux réacteurs EPR d'Areva. Ces contrats sont à l'évidence une bouffée d'oxygène très attendue en France où le nombre de chômeurs continue à augmenter.

Une Afrique mieux partie ?

Une étude de la Coface montre que les économies africaines sont moins dépendantes des matières premières, c'est particulièrement vrai pour [l'Ouganda](#), [le Kenya](#) et [l'Ethiopie](#) qui développent les industries du textile et agroalimentaires. Aujourd'hui 60% du PIB du Kenya est lié aux services (on peut notamment penser à l'externalisation des services aux entreprises ou au *mobile banking*).

Bon été ! Cette rubrique *Actualité internationale* sera de retour fin août.

Copyright Juillet 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)

[Point d'actualité internationale de juillet-août 2015](#)

[Point d'actualité internationale de mai 2015](#)

[Retour au Sommaire](#)

7-8/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de juillet-août 2015

mardi 1er septembre 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

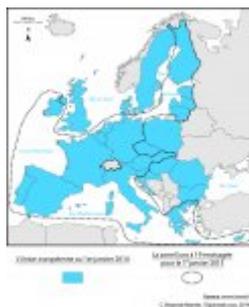
Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au lycée Faidherbe (Lille).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de juillet-août 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.

La Grèce au bord du précipice...

JUILLET 2015, la Grèce n'a pas pu honorer ses échéances contractées auprès du FMI. Elle a été contrainte de fermer ses banques et de livrer des liquidités au compte goutte après que 7 milliards d'euros aient été retirés des comptes bancaires. Le pays, au bord du « *Grexit* » ou du « *Graccident* », a renvoyé l'Union européenne face à son projet : un pays peut-il quitter la zone euro ? Un pays peut-il sortir de l'Union ? Alexis Tsipras, pour renforcer son autorité et sa légitimité intérieures, décide d'un coup de poker : un referendum. Il demande à la population grecque de se prononcer pour ou contre les réformes proposées par ses créanciers européens en contre partie d'une troisième tranche d'aide. Les Grecs se prononcent contre ses réformes d'austérité (augmentation de la TVA, ...), ce vote est très mal pris par le reste de l'Europe.

Le défaut de paiement grec au FMI - Athènes doit 1,6 milliards d'euros - est tout à fait exceptionnel. Le précédent défaut est celui d'un pays pauvre, le Zimbabwe en 2001 pour une somme cent fois moindre... cela explique le refus de la directrice général du FMI - Christine Lagarde - de faire un geste envers un pays considéré comme riche.



Carte de la zone euro à 19 dans l'UE-28

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Réalisation : C. Bezamat-Mantes pour *Diploweb.com*.

Il n'y aura pas de Grexit à l'été 2015, en échange de quoi A. Tsipras s'engage à mettre en œuvre des réformes... que ses concitoyens avaient refusé peu avant. Une nouvelle vague de privatisations pour recapitaliser en partie les banques grecques au bord de l'asphyxie, des réformes structurelles libérales (horaires d'ouverture des magasins, libéralisation des pharmacies...), un relèvement de la TVA à 23% notamment dans la restauration, relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans... la contrepartie d'une aide de 85 milliards d'euros. Ces annonces sont mal reçues en Grèce, et au sein de Syriza. A. Tsipras décide de démissionner fin août 2015 dans l'espoir de retrouver une plus forte légitimité.

...l'Union européenne face au nouveau défi migratoire...

L'Union européenne a accueilli 22 000 migrants en 2012, environ 60 000 en 2013 et près de 219 000 en 2014. Ce phénomène est donc en pleine expansion, et son ampleur est grandissante en 2015. Le Haut commissariat aux réfugiés estime qu'un tiers de ces réfugiés sont syriens, plus de 10% sont Afghans ou Erythréens, 5% sont Somaliens. On estime les arrivées à 340 000 depuis le début de l'année 2015 dont 137 000 pour le seul mois de juillet. Le nombre de demandeurs d'asile atteint quant à lui environ 1 million contre 636 000 en 2014

La question de la répartition des migrants reste entière

Après avoir refusé la proposition de la Commission européenne d'un quota obligatoire d'accueil de migrants, la question de leur répartition reste entière, même si la France et l'Allemagne ont décidé d'en accueillir plusieurs milliers pour soulager l'Italie (plus de 108 000 demandeurs d'asile et migrants sont arrivés sur les côtes italiennes depuis le début 2015) et la Grèce.

Les Balkans sont eux aussi débordés, 42 000 migrants sont entrés en Macédoine depuis la mi-juin 2015 ce qui conduit Skopje à décréter l'état d'urgence et à

fermer sa frontière avec son voisin hellène. Les migrants passent ensuite en Serbie pour gagner la Hongrie et donc l'espace Schengen. Plus de 3 200 migrants ont passé la frontière vers la Hongrie en une seule journée le 27 août 2015, là où la clôture n'est pas érigée.

... ces défis mettent l'Union face à son projet et ses contradictions

La possibilité d'un Grexit interroge l'Union européenne sur sa solidarité interne, la possibilité ou non de la quitter, le bienfondé des politiques économiques mises en œuvre. On ne peut que constater que depuis 2011 la situation de la Grèce s'est améliorée à grand peine, la thérapie choisie était-elle adaptée à la situation ? La crise grecque donne du grain à moudre aux eurosceptiques mais aussi à ceux qui veulent quitter la monnaie unique. Le désenchantement européen progresse face aux turpitudes (faible croissance économique, taux de chômage élevé, fort endettement, dégradation du niveau de protection sociale, perte de confiance en l'avenir, ...), mais aussi devant l'incapacité européenne à définir aisément des positions communes (les « marchandages » internes discréditent le projet européen). Quelle Europe veut-on vraiment ?

L'UE terre d'asile est face à ses contradictions

La question migratoire interroge l'Europe dans ses fondements et ses valeurs. L'immigration peut être vue comme une chance dans un continent vieillissant à la croissance économique et démographique atones, d'autant plus que les nouveaux arrivants sont souvent diplômés. Certains analystes comparent cette situation à celle des Etats-Unis de la fin du XIXème et du début du XXème siècle qui ont bâti leur prospérité sur les immigrants. La situation n'est pourtant pas la même. Comment concilier des sociétés où le taux de chômage est assez élevé - notamment en France - avec un haut niveau de protection sociale et une vague migratoire inédite depuis 1945 ? Celle-ci ne risque-t-elle pas, par le simple jeu du libéralisme, de rendre caduc le niveau relativement élevé des salaires et des prestations sociales ? D'autres analystes s'inquiètent de ces flux en provenance de régions en guerre au sein desquels les anciens bourreaux peuvent se mêler aux victimes, comme ils s'inquiètent de leur non-maitrise par l'Union. L'Europe terre d'asile et d'accueil est mise face à ses contradictions au moment où l'Allemagne reçoit 800 000 demandes d'asile et migrants, plus que le reste de l'Union.

Français et Britanniques se sont entendus concernant l'aide à apporter à Calais (jusqu'à 2 000 intrusions ont été recensées en une journée dans le tunnel sous la

Manche). L'accord d'Etat à Etat a été signé sans la présence d'un membre de la Commission européenne. La Grèce, l'Italie et les pays des Balkans appellent aussi à l'aide. Les tensions s'avivent, le drame humanitaire s'intensifie.

La France ne livre pas les Mistral à la Russie

La France ne livrera finalement pas les navires Mistral commandés par Moscou. Les pressions internationales - notamment américaines et polonaises - ont été très fortes et ont poussé F. Hollande à rompre le contrat. Paris doit rembourser toutes les sommes engagées par Moscou... et probablement bien plus. La France se retrouve avec des navires adaptés aux standards russes dont elle n'a pas besoin. Le coût est bien sûr économique mais pas seulement... Paris envoie ainsi un signal clair à ses alliés de l'OTAN, mais aussi à la Russie.

Les attentats continuent...

L'Egypte a été à plusieurs reprises le théâtre d'attentats, ainsi Daech a assassiné dans le Sinaï plus de 70 personnes début juillet 2015, et piégée la voiture du procureur général Hicham Barakat. Le président Al Sissi a promis de renforcer les lois antiterroristes.

L'Algérie déplore la mort de 14 soldats assassinés par Aqmi. Au Mali une dizaine de personnes ont été tuées probablement par un groupe jihadiste proche d'Ansar dine. Les tensions restent vives dans la région de Kidal.

L'Irak est toujours la cible d'attentats, notamment contre la communauté chiite. En Afghanistan les Talibans continuent à faire régner la terreur en multipliant les attentats contre leurs opposants.

Le Nigéria est toujours le théâtre des actions terroristes de Boko Haram provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes dans la partie septentrionale du pays. Boko Haram s'en prend aussi au Tchad qui le combat.

La Turquie est elle aussi victime d'un attentat suicide qui a fait une trentaine de victimes à Suruç, à la frontière avec la Syrie, Ankara accuse Daech d'en être responsable. Il remet en cause la politique, pour le moins très ambiguë, des autorités turques vis-à-vis de l'EI. Au mois d'août 2015 la Turquie est en proie à une attaque provenant de groupes d'extrême-gauche - comme le DKHP-C - et Ankara décide de reprendre l'offensive contre le PKK kurde. La situation est désormais plus délicate pour ce membre de l'OTAN, le président Erdogan annonce une politique de frappes aériennes menées avec les Etats-Unis contre Daech.

La capitale thaïlandaise, Bangkok, a été touchée par un attentat qui a provoqué la

mort de près de 20 personnes. Cette violence politique, quasi structurelle, serait le fait de l'opposition.

Fin août, un carnage est évité de justesse dans le Thalys Amsterdam-Paris.

Au Burundi, les élections présidentielles ont été tenues

Après le putsch et les violences qui ont ensanglanté le Burundi, suite à la manipulation de la constitution par l'ancien président Nkurunziza afin d'effectuer un troisième mandat, les élections ont eu lieu à la fin du mois de juillet 2015. La reprise en main par la répression du pays par Nkurunziza se traduit par sa victoire. Le président Obama dénonce ces dirigeants africains qui s'accrochent au pouvoir.

Les ratés de la croissance chinoise

Lors de la venue du premier ministre chinois Li Keqiang en France, des accords - pour plus de 20 milliards d'euros - et contrats ont été signés : la banque chinoise ICBC prête 2,5 milliards d'euros au géant de l'hôtellerie français Louvre Hotels, un crédit d'un milliard d'euro est accordé pour les entreprises de la région toulousaine qui voudront investir ou avoir des relations commerciales avec l'empire du Milieu...

Pour autant, la Chine est, à son tour, l'épicentre d'un krach boursier ! La bourse de Shanghai a plongé de plus de 30% entre juin et juillet 2015, ce qui alimente la peur d'un recul de la consommation domestique en Chine. Elle est de nouveau à l'origine d'un krach le 24 août 2015, durant lequel la bourse de Shanghai a dévissé de 9% et celle de Tokyo de 5%, entraînant les places occidentales dans leur chute. La défiance grandit sur la santé réelle de la Chine et la fiabilité que l'on peut accorder à ses statistiques. La croissance de l'empire du Milieu se maintient autour de 7%, une performance très en retrait de ses scores habituels depuis plus de 20 ans, même si cela fait rêver les pays européens.

Le manque de transparence sur les statistiques chinoises n'engendre pas la confiance.

Elle décide de dévaluer de 2% sa monnaie - ce qui est un aveu de faiblesse - pour essayer de regagner une compétitivité érodée, car les exportations ont baissé de 8,3% sur un an. Cette décision - qui peut apparaître comme une manipulation monétaire - est aussi un moyen pour Pékin de s'autonomiser vis-à-vis du dollar et d'avancer sur le chemin de la reconnaissance du yuan comme monnaie dominante

en Asie au détriment du yen.

Une terrible explosion à Tianjin a causé la mort d'une centaine de personnes (un nombre équivalent de personnes sont disparues, au moins 700 blessés). Cette explosion spectaculaire est à l'origine d'une pollution au cyanure de sodium dont les conséquences pourraient être aussi terribles que celles d'il y a quelques décennies, engendrées par le mercure industriel de la baie de Minamata au Japon. Cette catastrophe illustre la face sombre du « miracle » économique chinois.

Une plongée du cours du pétrole

Le cours du baril du pétrole s'est établi sous la barre des 50 dollars cet été 2015, il a même baissé jusque 42.5\$, son niveau le plus bas depuis 2009. Cette chute a plusieurs explications majeures. La première est celle d'un marché devenu plus offreur avec l'exploitation des huiles de schistes (notamment aux Etats-Unis) et un accroissement de la production saoudienne pour pallier la chute du cours. Les récents accords avec l'Iran vont probablement renforcer cette tendance. La deuxième explication est liée à la demande : la panne économique européenne, le ralentissement de la croissance des émergents et surtout de la Chine contractent sensiblement la consommation d'hydrocarbures.

Les conséquences géopolitiques sont sensibles. Le Venezuela très dépendant de la rente pétrolière (ses exportations représentent 66% des recettes de l'Etat) est au bord de la crise économique, la Russie est d'autant plus pénalisée qu'elle subit les sanctions économiques occidentales du fait de son implication dans la guerre en Ukraine, le Nigéria (géant démographique africain) est déstabilisé par la chute des cours qui alimente une inflation à 4%, l'Arabie saoudite est elle-même gênée et doit puiser dans ses réserves à la hauteur de 60 milliards de dollars... la baisse des cours déstabilise également l'Algérie et n'enchant pas l'Iran qui va pouvoir bientôt de nouveau exporter son or noir. La monnaie kazakh a, quant à elle, baissé de 20%.

... la chute des cours ravit les importateurs (c'est-à-dire l'essentiel de l'humanité) dont la facture énergétique s'allège mais fait grimacer les défenseurs de l'environnement.

Le Japon renoue avec le nucléaire

Alors que l'archipel nippon commémore le 70ème anniversaire des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, le gouvernement de Shinzo Abe décide de relancer le nucléaire avec la centrale de Sendai-I. Il souhaite que, pour 2030, le Japon produise plus d'un cinquième de son électricité grâce au

nucléaire afin de maîtriser le rejet de CO2 dans l'atmosphère et de diminuer sa facture d'importation d'hydrocarbures.

Scandales de corruption en Amérique latine

Au Brésil, le malaise est grandissant sur fond de ralentissement économique. Des scandales de corruption avaient déjà entaché le Parti des travailleurs de Lula et Dilma Rousseff (plusieurs ministres ont dû démissionner), mais le scandale lié à la grande firme pétrolière Petrobras est d'une grande ampleur : plus de deux milliards de dollars. Il fragilise le pouvoir de la présidente réélue depuis peu. Entre un et deux millions de manifestants ont appelé à sa démission. Dilma Rousseff a fait savoir qu'elle ne démissionnerait pas. Ce scandale touche des personnes politiques de premier plan comme Eduardo Cunha, président de la chambre des députés.

Au Guatemala, un scandale de corruption remonte jusqu'au sommet de l'exécutif. Le président Otto Pérez est accusé par le parquet d'être à la tête d'un réseau de corruption découvert dans les douanes, l'ancienne vice-présidente a déjà été arrêtée.

Une détente des relations internationales

Nghuyen Phu Trong, leader du Vietnam, a été reçu par le président Obama à la Maison-Blanche, une première depuis la fin de la guerre du Vietnam en 1975.

Une ambassade américaine a réouvert à Cuba, marquant la normalisation des relations entre Washington et La Havane.

L'Iran est peu à peu réintégré au sein de la communauté internationale après un accord sur le nucléaire. Téhéran accepte de geler ses activités dans ce domaine pour une décennie en échange de la levée progressive des sanctions qui brident son économie. L'Iran va pouvoir de nouveau exporter son pétrole, récupérer une partie de ses avoirs gelés (plus de 100 milliards de dollars) et s'apprête à accueillir des investisseurs étrangers très intéressés par ce pays de 77 millions d'habitants, au fort potentiel. Il est très probable que cet accord permette à la puissance perse de se réaffirmer, au grand dam d'Israël qui n'a de cesse de dénoncer cet accord, et de celui de Riyad qui craint ce rival régional.

Obama en Afrique

Le président américain s'est rendu en Afrique de l'Est - Kenya et Ethiopie - pour faire pièce à l'influence grandissante de la Chine en Afrique. Ces pays jeunes et en pleine croissance économique offrent non seulement des marchés porteurs d'avenir, mais vont jouer un rôle géopolitique grandissant dans une corne de

l'Afrique marquée par la pauvreté et le développement du terrorisme jihadiste, notamment de la part des shebabs somaliens.

Un accord de paix au Sud-Soudan

Ce jeune pays est déchiré par une guerre civile qui dure depuis presque deux ans entre Salva Kiir et Riek Machar. Le président Salva Kiir annonce qu'il accepte de signer un accord de paix pour mettre fin au conflit.

L'Égypte inaugure en grande pompe son nouveau canal de Suez, « cadeau au monde »

Présenté comme le symbole de l'Égypte « nouvelle », ce canal élargi a été inauguré le 6 août 2015 devant de nombreux dignitaires étrangers - dont F. Hollande - et survolé par les premiers Rafales de l'Égypte. Ces travaux vont permettre pour 2023 le passage de 97 navires contre 49 aujourd'hui. Un chantier pharaonique mené dans des délais très courts (11 mois seulement), pour réduire la durée du transit et demeurer compétitif face au canal de Panama qui lui aussi est en cours d'élargissement, le projet du corridor transocéanique du Nicaragua et surtout la route arctique déjà navigable plusieurs mois dans l'année. Il s'agit pour l'Égypte de conforter sa rente géographique et de donner une autre image que celle des nombreux attentats islamistes qui ont provoqué la chute de la rente touristique.

De beaux succès pour Airbus

Après l'Inde et les 250 avions A320 d'Indigo, c'est de la Chine que l'avionneur européen obtient une commande ferme de 45 A330 et une commande de 30 autres appareils. L'avionneur décide d'installer une troisième chaîne de production à Tianjinen.

L'extrême pauvreté a reculé dans le monde

Les Nations unies ont défini en 2000 les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015...et nous y sommes. Environ 1 milliard de personnes seraient sorties de l'extrême pauvreté (moins de 1.25 dollars par jour) représentant 36% de la population en 1990 mais environ 12% en 2015. Le combat contre l'extrême pauvreté est particulièrement remarquable en Asie où elle concernait 61% de la population en 1990 contre environ 4% aujourd'hui, l'émergence de la Chine y contribue beaucoup. Les progrès sont bien moins remarquables en Afrique, la situation empire au Moyen-Orient où le contexte géopolitique et économique s'est fortement dégradé.

Deux régions françaises classées au patrimoine mondial de l'Unesco

La Bourgogne et la Champagne, pour leur vignoble, sont intégrées au patrimoine mondial de l'Unesco, au même titre, par exemple, que celui de Saint-Emilion. Cette reconnaissance devrait avoir un fort impact sur le tourisme de ces régions. Le patrimoine gastronomique français est de nouveau distingué. La France reste la première destination du monde en nombre de touristes.

Copyright Août 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

Les synthèses annuelles des Actualités internationales

Point d'actualité internationale de septembre 2015

Point d'actualité internationale de juin 2015

[Retour au Sommaire](#)

9/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2015

jeudi 1er octobre 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, Ellipses, 2015 ; et *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au lycée Faidherbe (Lille).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de septembre 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.

Une vigueur américaine

L'ECONOMIE des Etats-Unis se porte mieux que prévue, avec une augmentation du PIB du deuxième trimestre 2015 estimée par le département du commerce à 3,7%. Elle est portée par la reprise de la consommation des ménages, celle du marché de l'immobilier et de l'investissement des entreprises. Pour mémoire, la croissance française aux mêmes dates est de 0%.

Une évolution des institutions européennes ?

La crise que traverse la zone euro a révélée l'inanité d'avoir une monnaie unique - et donc d'avoir opéré un transfert de souveraineté dans ce domaine - sans avoir un « gouvernement économique ». La solidarité mise en place dans la zone euro au profit de la Grèce laisse entrevoir une évolution des institutions. La BCE appelle à la création d'un Trésor de la zone euro, voire d'un ministère des Finances à caractère supranational, ce qui suppose une modification des traités européens. Après le psychodrame d'un éventuel « Grexit » de l'été 2015, les pays de la zone euro sont-ils prêts à ce nouveau transfert de souveraineté ?

Des tensions dans les pays émergents

Le Brésil est entré en récession « technique » car son PIB s'est contracté sur les quatre derniers trimestres écoulés, les économistes prévoient même une deuxième année de récession en 2016, ce qui serait une première pour ce « jaguar » depuis la crise de 1929. Le scandale de corruption autour de la firme pétrolière Petrobras secoue toute l'économie, car la firme a déjà perdu plus d'un milliard d'euros en capitalisation boursière l'obligeant à vendre des droits de prospection à des firmes étrangères et à diminuer ses investissements. Le Brésil doit appliquer un plan d'austérité peu populaire, d'ailleurs la cote de popularité de Dilma Rousseff s'est effondrée à 7% ! Est-ce une crise de maturité d'un Brésil déjà puissance émergée ? C'est ce que les plus optimistes espèrent. Le Brésil est devenu ce que le poète José Neumanne Pinto nomme une « *terre de malaise* ».

L'Inde de Narendra Modi connaît une gigantesque grève nationale qui unit des centaines de millions de salariés (peut-être 150 millions) pour dénoncer une libéralisation du marché du travail - faciliter le licenciement par exemple - mais aussi largement pour exprimer une forte déception quant aux réformes attendues et non réalisées.

La Russie se redéploie en direction du Moyen-Orient

Vladimir Poutine se tourne aujourd'hui davantage vers le Moyen-Orient, détournant aussi ainsi les regards internationaux de l'Ukraine. Après avoir été invitée par le maréchal Al-Sissi - à l'inauguration d'un canal de Suez élargi, la Russie invite à son tour le nouvel homme fort de l'Égypte à Moscou. **L'Égypte, véritable pivot du Moyen-Orient**, entretient des relations avec Moscou de longue date - on peut se souvenir de l'époque de Nasser - et celles-ci reprennent une certaine vigueur depuis 2013, avec la signature de contrats d'armement ou la construction d'une centrale nucléaire par Moscou.

Poutine, ou comment s'imposer à table

Vladimir Poutine a aussi rencontré plusieurs dirigeants arabes - comme le roi de Jordanie Abdallah II - dans un souci commun de lutte contre le jihadisme. Inquiète de longue date du développement de l'islamisme radical dans le Caucase nord russe, Moscou a toujours lutté contre son expansion. A l'heure où Damas montre des signes de fragilité, Moscou cherche à être le maître d'œuvre d'une vaste coalition anti-Daech. Selon Washington, Moscou aurait déployé plusieurs dizaines d'avions de combat en Syrie.

Vladimir Poutine s'est rendu aux Nations Unies pour proposer devant l'Assemblée générale d'organiser une vaste coalition internationale pour lutter contre le terrorisme qui sévit en Syrie. Pour les Etats-Unis et la France, Assad ne peut pas faire partie de la "solution".

L'islamisme radical continue à tuer.

Au Nigéria, l'Etat de Borno est de nouveau le théâtre de massacres perpétrés par Boko Haram, entre 68 et 80 personnes sont ainsi assassinées au Nord-Est du Nigéria au début du mois de septembre 2015. Les combats continuent en Syrie et en Irak. En Egypte, les forces de l'ordre ont tué 12 touristes mexicains qu'elles ont pris pour des jihadistes...

Un ralentissement de l'économie mondiale qui pose question

La croissance annuelle de l'économie mondiale oscillait autour de 5% au cours de la première décennie du XXIème siècle. Elle devrait être inférieure à 3% en 2015, peut-être proche de 2%. Cette décélération est largement le fait du ralentissement de la croissance de pays émergents, BRIC's en tête. Les économistes se demandent d'ailleurs si la croissance chinoise sera effectivement de 7% cette année, ou plutôt autour de 3%. Cette dernière ne joue donc plus son rôle d'entraînement de l'économie mondiale et explique le reflux du cours des matières premières qui pénalise tous les grands producteurs.

La crise née des *subprimes*, permet beaucoup moins aux acteurs économiques - Etats, entreprises, ménages - de compter sur l'argent facile du crédit, des taux d'intérêt bas et de la création monétaire.

Un retour de Mars ?

Washington annonce que des chars et des blindés seront déployés - sous couvert de l'OTAN - en Pologne pour répondre aux inquiétudes de Varsovie vis-à-vis de la Russie. Des avions de chasse F-22 l'ont déjà été pour les mêmes raisons. Ces mesures provoquent l'ire de Vladimir Poutine.

L'Egypte achète des armes à la France, les Rafales qui ont survolé le canal de Suez lors de l'inauguration et aujourd'hui très probablement les Mistral que Paris n'a finalement pas vendus à Moscou. Le Caire a aussi passé des contrats avec les Russes.

La Chine de Xi Jinping mène une réforme de son armée pour la rendre plus moderne et plus apte à mener des interventions extérieures à l'image de ce que peut faire la France avec des opérations comme Serval. Il est difficile d'avoir des chiffres fiables pour la Chine. Son budget militaire serait passé de 120 milliards

de yuans en 2000 à 890 en 2015, une progression spectaculaire aux yeux de la seule organisation régionale qui démilitarise avec constance, l'Union européenne. Le nombre de soldats, autour de 2,3 millions, devrait diminuer et les effectifs être réorientés au détriment de l'armée de terre mais au profit des autres armes pour consolider une force de projection.

L'Europe communautaire affronte la pire crise migratoire de son histoire

Alors que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que 430 000 personnes ont traversé la Méditerranée entre le 1er janvier et le 11 septembre 2015, une photo semble avoir retourné les opinions publiques, celle d'un enfant, mort, échoué sur une plage turque. L'Allemagne d'Angela Merkel annonce qu'elle accueillera 800 000 personnes et prévoit un plan de 6 milliards d'euros - soit son excédent budgétaire - pour accueillir les demandeurs d'asile. Cette nouvelle a créé un véritable appel d'air... Berlin décide ensuite de mettre Schengen entre parenthèses et de rétablir le contrôle à ses frontières avec l'Autriche. Le pape appelle chaque paroisse à accueillir des migrants.

La Hongrie achève de construire un mur à sa frontière avec la Roumanie pour endiguer les flots de migrants (plusieurs milliers par jour) déviant alors les flux vers la Croatie... et même le cercle polaire via la Russie.

L'UE, "Unie dans la diversité", ou désunie dans ses contradictions ?

Le défi migratoire renvoie l'Union européenne à ses contradictions. La Commission européenne veut imposer l'acceptation de quotas de migrants. Les pays d'Europe centrale y sont très réticents, sensibles à leur souveraineté dans ce domaine. L'Union européenne peut-elle imposer à ses membres d'accepter l'accueil de migrants contre leur gré ? Autrement dit quid de leur souveraineté nationale ? Peut-elle imposer aux migrants un lieu d'accueil qui n'est pas celui de leur choix ? Comment pourrait-elle leur imposer d'y demeurer alors que l'Europe de Schengen est un espace sans frontières internes ? Faut-il refonder Schengen ? L'Autriche a rétabli le contrôle à ses frontières avec la république tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. L'armée slovaque assure le contrôle aux frontières notamment avec la Hongrie.

Les ministres de l'Intérieur se sont réunis à Bruxelles pour se répartir 120 000 migrants. Les ministres français et allemands proposent la création de *hotspots* - des guichets - en Grèce, Italie ou Hongrie pour enregistrer les migrants, et

distinguer les demandeurs d'asile des autres, tant les pays européens sont débordés. Un mécanisme de répartition a été entériné malgré l'opposition de la Slovaquie, la Roumanie, la république tchèque et la Hongrie. Budapest crie au « diktat », un terme qui rappelle de très mauvais souvenirs et n'engage rien de bon. F. Hollande appelle certains dirigeants européens à « *se poser la question de leur présence au sein de l'Union* ». Ce sommet évoque une aide à la Turquie de peut-être un milliard d'euros pour l'aider à fixer les migrants à sa frontière. Il y aurait près de 8 millions de déplacés au sein de la Syrie et 4 millions auraient fui leur pays, cet accord considère les migrants comme un « stock » or on peut s'attendre à des flux migratoires encore assez puissants...

L'Europe est en première ligne pour l'accueil des migrants du Proche et du Moyen-Orient et les autres ?

A l'heure où les pays européens peinent à trouver des solutions face au drame que connaissent ces migrants on ne peut que s'étonner du silence des autres nations. L'attitude de Washington ne peut qu'intriguer, la déstabilisation de cette région du monde est en partie liée aux conséquences de la guerre d'Irak de 2003. Barack Obama annonce que les Etats-Unis sont prêts à accueillir 10 000 réfugiés syriens. Le silence des pétromonarchies du Golfe est encore plus assourdissant.

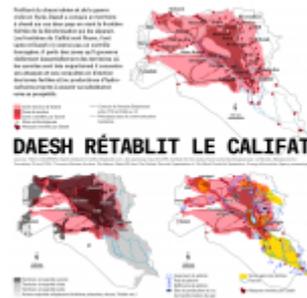
“L'attitude de pays comme l'Arabie saoudite qui regorgent de moyens financiers et n'ont qu'à assurer le transfert des réfugiés, est particulièrement scandaleuse » s'est indigné le Ministre des Finances danois Claus Hjort Frederiksen, dans une interview à Copenhague.

Ces pays arabes, de confession musulmane sunnite auraient pu avoir de l'empathie vis-à-vis des populations musulmanes qui sont les premières victimes des exactions des jihadistes. On ne peut que s'étonner de leurs très fortes réticences à accueillir des migrants. Ces monarchies pourront-elles s'acheter une bonne conscience à coup de pétrodollars sans offrir d'asile ?

La Turquie est sous tension, elle accueille sur son sol près de 2 millions de réfugiés massivement syriens. Ankara a largement sous-estimé la crise de son voisin, plus complaisante avec les jihadistes qu'avec les Kurdes, vrais fer de lance de la résistance aux islamistes radicaux.

François Hollande décide des vols de reconnaissance aérienne et le recours à des frappes en Syrie contre Daech responsable de l'exode de populations civiles fuyant les exactions. Le président français ne veut pas pour autant renforcer le

régime de Bacha el-Assad. Les premières frappes aériennes ont eu lieu.



Trois cartes. Daesh rétablit le califat

Cliquer sur la vignette pour voir les cartes. Zones d'action de Daesh ; répartition religieuse ; ressources en hydrocarbures. Cartes réalisées par Maxime Zoffoli pour *Diploweb.com*

L'Espagne face au désir indépendantiste catalan

Les élections régionales catalanes sont nouveau l'occasion de vives tensions entre Madrid et Barcelone. La coalition actuellement au pouvoir annonce son intention - en cas de victoire électorale - de préparer la sécession de la Catalogne en moins de deux ans. Les milieux économiques catalans s'inquiètent de cette perspective... et de la possible sortie de l'euro de la Catalogne.

Dès 2011, T. Garcin s'interroge sur Diploweb : Le détricotage de l'Europe s'effectuera-t-il dans la foulée du détricotage des États ? Pour T. Garcin, la question minoritaire va certainement occuper l'Europe durant les vingt-cinq prochaines années.

Le scrutin régional a été remporté par une coalition indépendantiste menée par Arthur Mas. Elle obtient la majorité absolue des sièges sans avoir recueilli plus de la moitié des votes. Madrid est inquiète...

Coup d'Etat au Burkina Faso

Blaise Compaoré a été contraint de quitter le pouvoir depuis à peine plus d'un an - après avoir voulu modifier la constitution et briguer un mandat supplémentaire après 27 ans de pouvoir - au profit d'un pouvoir de transition aujourd'hui renversé par un comité militaire. Le président de transition, Michel Kafango, devait organiser à la mi-octobre 2015 un scrutin pour normaliser la situation politique du pays. La CEDEAO - la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest- exhorte les putschistes dirigés par le général Gilbert Diendéré (proche de Blaise Compaoré) à rendre le pouvoir et à libérer M. Kafango. Ces pressions

associées à celles de l'ONU, de l'Union européenne, de la France et des Etats-Unis ont conduit à la libération du président puis à la fin du coup d'Etat.

Chinamérique ?

Barack Obama n'a pas ménagé ses efforts pour recevoir son homologue chinois Xi Jinping. La presse chinoise porte sur le pinacle la coopération « gagnante-gagnante » entre ces deux géants. Pourtant les différents ne manquent pas, notamment le cyber-espionnage économique des grands groupes américains par des firmes chinoises.

On nous aurait menti ?

Volkswagen a triché sur le sol américain. Toutes les voitures du groupe équipées du moteur diesel... sont dotées d'un logiciel qui diminue frauduleusement les émissions de dioxyde d'azote jusqu'à 40 fois. La firme allemande encourt une amende de peut-être 19 milliards de dollars, son action a dévissé en bourse lui faisant perdre plusieurs dizaines de milliards d'euros. Des actions en justice - des class actions - sont envisageables, les concessionnaires américains du groupes pourraient le trainer en justice comme tous ses clients... Des heures très difficiles attendent le groupe Volkswagen qui a déjà beaucoup perdu en crédibilité, mettant à mal un secteur automobile qui concerne en Allemagne un salarié sur sept. Au-delà de cette fraude choquante, on peut s'interroger sur la puissance juridique américaine, hors norme... et sans équivalent européen, japonais ou chinois. Un *soft power* ? En 2014, BNP Paribas a été ainsi condamnée à payer une amende de 9 milliards de dollars pour avoir travaillé avec Cuba, l'Iran et le Soudan. Le Crédit Suisse doit verser 2,6 milliards aux autorités américaines pour aide à la fraude fiscale. On se souvient du britannique BP condamné à verser une amende de près de 19 milliards pour la pollution dans le golfe du Mexique (2010)... Quant à Volkswagen - et cela n'excuse en rien ses fautes - il venait d'être sacré premier constructeur mondial d'automobile. La justice américaine ne mène-t-elle pas une guerre économique au service des intérêts américains en pleine négociation des accords transatlantiques ?

Un nouveau scandale secoue la Fifa. Sepp Blater est désormais soupçonné d'abus de confiance et de « gestion déloyale », quand à Michel Platini, il aurait touché 1,8 millions d'euros de façon déloyale.

L'Arabie saoudite est le gardien des lieux saints musulmans de La Mecque et Médine. Le pèlerinage était déjà endeuillé après la chute d'une grue causant la mort de plus d'une centaine de pèlerins. A Mina une « bousculade » est à l'origine de la mort de plus de 720 pèlerins alors que près de 800 sont blessés. Téhéran - qui déplore la mort de 90 de ses ressortissants - a des mots très durs vis-à-vis de

Riyad. La polémique ne s'arrête pas là car un jeune saoudien de confession chiite de 21 ans est condamné à mort - décapitation et crucifixion sont prévues - pour avoir participé à des manifestations, dans le cadre du « printemps arabe » quand il avait 17 ans... or l'Arabie saoudite vient d'être nommée à la tête de la commission des droits de l'homme de l'ONU...

Nouvelles élections en Grèce

Alexis Tsipras vient de remporter les nouvelles élections organisées suite à sa démission liée à la scission interne à son parti Syriza. Avec 35,5% des voix, il va pouvoir gouverner, aura-t-il les mains libres pour autant ?

Une visite historique du pape en Amérique

Le pape François se rend à Cuba, son rôle a été essentiel dans le rapprochement entre la Havane et Washington où le président Obama le reçoit ensuite. Le pape François s'est exprimé devant la Chambre des représentants, l'ONU a hissé les couleurs du Vatican, une première.

Le temps des nouvelles localisations économiques ?

Airbus annonce qu'il va ouvrir sa première ligne aux Etats-Unis. Le géant américain General Electric annonce qu'il est prêt à délocaliser 400 emplois vers la France, Belfort deviendrait son centre d'excellence pour ses turbines à gaz de forte puissance.

Le Z/Yen Group estime que la place londonienne de la City est redevenue la première place financière mondiale devant New York. En revanche, Paris dégringole.

L'espoir en Colombie

Les Farc, guérilla quasi-mafieuse qui a ensanglanté la Colombie par ses enlèvements, ses règlements de compte et le trafic de drogue, ont perdu beaucoup de leur pouvoir de nuisance avec la disparition d'Hugo Chavez qui les soutenait. Cuba joue aujourd'hui un important rôle de médiateur en réunissant le président colombien Manuel Santos et le nouveau leader des Farc qui pourrait aboutir à un vrai accord de paix.

Copyright Octobre 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

Les synthèses annuelles des Actualités internationales

Point d'actualité internationale d'octobre 2015

Point d'actualité internationale de juillet-août 2015

[Retour au Sommaire](#)

10/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2015

dimanche 1er novembre 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeure de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, Ellipses, 2015 ; et *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au lycée Faidherbe (Lille).

Voici une synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.

L'ONU a 70 ans

L'Organisation des nations unies (ONU) est créée le 24 octobre 1945, et succède à l'inefficace Société des nations (SDN). Dotée d'un Conseil de sécurité aux cinq membres permanents disposant d'un droit de veto et d'une force d'interposition, elle intervient régulièrement dans la vie internationale. Les casques bleus sont envoyés pour une première opération de maintien de la paix en 1948 lors de la première guerre israélo-arabe, comme en 1950 lors de la guerre de Corée, puis s'interposent lors de la guerre du Liban. L'ONU condamne l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Elle est d'ailleurs récompensée pour son action pour la paix en obtenant en 2001 le prix Nobel, comme en 2013 pour l'interdiction des armes chimiques. Elle œuvre aussi au développement par l'intermédiaire de ses multiples organismes spécialisés, UNICEF, OMS... En 2000, elle fixe **les Objectifs du Millénaire (OMD)** pour faire reculer la pauvreté, la date butoir est alors pour 2015. **Cet objectif a été globalement atteint - le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour est réduit de moitié par rapport à 1990** - grâce à la réduction spectaculaire de la pauvreté en Asie, et en particulier dans la Chine qui s'ouvre au commerce mondial abandonnant son

modèle autocentré. C'est bien moins vrai pour le continent africain. Des progrès restent à faire concernant la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, l'égalité des sexes. L'ONU soutient le développement durable- Ban Ki-moon appelle à la mobilisation- notamment dans l'organisation de la COP 21.

Les critiques visant l'ONU sont aujourd'hui nombreuses. Elle a été l'hémicycle de l'appel de D. de Villepin à ne pas intervenir en Irak en 2003 mais n'a pas empêché cette intervention américaine dont le Proche et le Moyen-Orient vivent aujourd'hui encore les désastreuses conséquences : déstabilisation politique régionale, exactions de Daech, essor du jihadisme, flux de réfugiés dont l'Europe est l'un des réceptacles. L'inaction de l'ONU est vertement critiquée. La réforme de sa gouvernance est un serpent de mer. Les membres permanents du Conseil de sécurité - Etats-Unis, Russie, France, Royaume Uni et Chine - représentent l'équilibre mondial de 1945, pas celui de 2015. Cette réforme s'annonce tellement compliquée qu'elle ne se réalise pas. Sa non-réforme la discrédite, l'ONU est de plus en plus contournée. Le monde en 2015 n'est pas plus sûr que celui en 1945, la paix peine à être maintenue.

La Palestine vient d'être acceptée à l'ONU avec le statut d'Etat non membre.

Le sort des urnes

En Guinée, le président Alpha Condé a été réélu avec plus de 57% des voix contre Cellou Diallo (31,44%). L'opposition conteste cette victoire, alors que l'Union européenne est elle aussi prise de doute sur la régularité des votes.

Au Canada, les élections législatives ont été remportées par le parti libéral de Justin Trudeau qui dispose d'une majorité absolue, une situation confortable pour gouverner. Il annonce une politique de relance par la dépense publique en investissant dans les infrastructures tout en baissant les impôts des classes moyennes.

Le Guatémaltèque Jimmy Morales, ancien acteur comique, qui a pour qualité de ne pas appartenir à une classe politique corrompue, a été élu à la présidence de son pays.

La Pologne a un nouveau premier ministre, la très conservatrice Beata Szydlo, derrière laquelle tous les analystes voient le retour de Jaroslaw Kaczinski.

En Côte d'Ivoire, le président sortant Alassane Ouattara a été réélu dès le premier des élections avec près de 84% des voix, mais à peine plus d'un électeur sur deux s'est déplacé.

Au Congo, Denis Sassou-Ngesso a organisé un referendum pour pouvoir briguer

un nouveau mandat présidentiel après 31 ans de pouvoir. L'opposition n'a de cesse de dénoncer la manipulation des résultats : 10% de votants contre plus de 72% annoncés et appelle à la désobéissance civile. La France a exprimé clairement ses doutes sur les résultats de cette consultation.

En Tanzanie, John Magufuli a été élu avec plus de 58% des voix, mais l'opposition conteste là aussi les résultats.

Une crise des déchets au Liban

Cette crise des déchets témoigne d'une crise bien plus vaste de ce petit pays qui n'a plus de président depuis 18 mois et accueille - l'équivalent de 25% de sa population - des réfugiés syriens qui déstabilisent le fragile équilibre du pays du Cèdre. Un mouvement civil - « vous puez » - s'est organisé dénonçant non seulement les ordures qui s'entassent depuis 100 jours mais surtout l'impéritie des responsables politiques libanais.

La Turquie au centre de l'œil d cyclone

L'aviation turque a mené des frappes aériennes contre les positions du PKK - au nord de l'Irak - qui lutte contre Daesh. Un double attentat a provoqué la mort d'une centaine de personnes à Ankara. Il a frappé une manifestation pacifique d'opposition au pouvoir d'Erdogan, de très nombreux Kurdes comptent au nombre des victimes. Le pouvoir est soupçonné à minima de laxisme dans l'encadrement de cette manifestation, et même d'être plus directement impliqué car les opposants à Erdogan dénoncent sa complaisance envers les jihadistes. Ankara fait toutefois de l'EI, qui ne l'a pas revendiqué, le suspect numéro 1 de ces attentats. Il a été perpétré en pleine préparation des élections, Erdogan espère qu'elles seront des « élections de la peur » qui renforceront son pouvoir. Scénario classique...

Un Proche-Orient toujours dans l'impasse (la violence)...

Une série d'attentats à la voiture piégée a fait une cinquantaine de morts en Irak, notamment à Bassora province chiite, elle est revendiquée par l'EI.

Israël est plongé dans une nouvelle spirale de violence. Les agressions au couteau se multiplient, entraînant en retour la répression. Cette « intifada au couteau » a coûté à vie à une dizaine d'Israéliens et à une quarantaine de Palestiniens.

... l'intervention russe rebat les cartes au Proche-Orient

L'intervention russe en Syrie répond à plusieurs motifs. Il s'agit pour Vladimir Poutine d'éviter une plus grande porosité des frontières entre la Syrie et la Russie

qui ne veut pas d'une remontée des jihadistes vers son territoire. L'Iran et la Russie soutiennent le régime de Bachar el-Assad. L'intervention militaire russe appuie les forces du régime qui agissent au sol. Elle est à comprendre dans l'absence d'une réelle intervention américaine en Syrie et l'indécision européenne. Cette intervention est un retour de la Russie dans le grand jeu diplomatique, en lui donnant un rôle incontournable sur le dossier du Proche-Orient. Elle pousse Washington à se rapprocher des opposants kurdes et arabes pour lutter contre Daech.

Attentat terroriste contre un avion de ligne russe

Un avion de ligne de la compagnie russe Metrojet a explosé en plein vol au dessus de Sinaï, le 31 octobre 2015, causant la mort de 224 personnes. La cause très probable serait une bombe placée à bord grâce à des complicités à l'aéroport. Le Sinaï est une région de non-droit où sévissent les islamistes d'Ansar Beit Al-Makdis, qui ont fait allégeance à l'EI.

Le général Al-Sissi est très mécontent de la décision britannique de la suspension de tous les vols à destination de Charm el-Cheikh

L'Union lève ses sanctions contre la Biélorussie

Alors que la dissidente biélorusse Sveltana Alexievitch reçoit le prix Nobel de littérature, son pays qui a joué le rôle d'intermédiaire sur le dossier ukrainien - les accords de Minsk - voit la levée des sanctions européennes. Son président Loukachenko a de plus refusé l'installation d'une base militaire russe sur son territoire. Est-ce un début de normalisation des relations entre Bruxelles et Minsk ?

L'Union relève les seuils de pollution

L'Union modifie les seuils de pollution des moteurs diesel des voitures et le relève à la surprise des écologistes. Les tests se feront aussi sur piste, les rejets d'oxyde d'azote autorisés passeront de 80 à 168 mg/km.

Il s'agit en fait de protéger l'emploi automobile en Europe, un secteur qui mobilise environ 12 millions de personnes.

L'Union est à la peine face au flux de réfugiés

La situation d'urgence pousse l'Union européenne à essayer de trouver une solution pour faire face à l'affluence des migrants. La Turquie joue un rôle régional important en accueillant plusieurs millions de réfugiés depuis l'Irak et la Syrie, et **L'Union souhaite qu'Ankara joue le rôle de verrou migratoire**. La

Turquie réclame en échange une aide de trois milliards de dollars, une libéralisation des visas pour les citoyens turcs qui se déplacent en Union européenne, ainsi que l'ouverture à la négociation de nouveaux chapitres quant à son processus d'adhésion. Un processus en suspension depuis plusieurs années.

Un nouveau sommet s'est tenu à Bruxelles sur la question des migrants entre 10 pays membres (Suède, Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Hongrie, Slovénie, Croatie, Grèce, Bulgarie et Roumanie) et la Macédoine, l'Albanie et la Serbie ; soit les pays de la « route des Balkans ». La Grèce voit l'arrivée de plus de 9 000 personnes chaque jour, la Slovénie a accueilli plus de 60 000 personnes en quelques jours... Frontex va déployer plusieurs centaines de personnes pour aider les pays de Balkans à faire face à cette vague migratoire qui entend se diriger de préférence vers la Suède ou l'Allemagne. L'Union européenne cherche depuis deux mois une solution à cette crise qui la divise profondément, la renvoie à ses fondements, ses préférences, ses peurs...dont la moindre n'est pas celle de sa propre disparition. Le HCR estime que plus de 705 000 personnes ont traversé la Méditerranée depuis janvier 2015, plus de 560 000 sont arrivés en Grèce. Près des deux tiers sont des Syriens fuyant les combats.

La signature d'un vaste accord transpacifique

Ce traité de libre-échange (TPP) a été signé entre les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Washington réussit ainsi à imposer ses normes - très libérales - dans une région très influencée par Pékin, une belle victoire pour Barack Obama à qui il reste à obtenir l'assentiment parlementaire. Cet accord n'est pas seulement économique, **il relève très largement de la volonté géopolitique américaine de se recentrer sur l'Asie.**

L'Afghanistan toujours dans la tourmente

Les talibans reprennent la ville de Kundunz en Afghanistan, ville de 300 000 habitants non loin du Tadjikistan, en une journée. Une contre-offensive est menée par l'armée afghane soutenue par des frappes aériennes de l'OTAN. Un centre médical tenu par MSF Belgique a été touché causant la mort de 22 personnes et un immense émoi.

Vers le début de la levée des sanctions pesant sur l'Iran

Nous sommes trois mois après la signature de l'accord de Vienne du 14 juillet 2015 concernant le nucléaire iranien. Ce compromis que l'on peut qualifier

d'historique devait entrer en vigueur trois mois après sa signature. Les parlementaires américains ne s'y sont pas opposés, les députés iraniens l'ont accepté. S'ouvre donc en octobre 2015 une période de dix années, en quatre étapes, de mise en application des accords signés. L'Iran recouvre progressivement son rôle de leader régional. Il participe à la conférence de Vienne sur la Syrie.

L'empire du Milieu à l'heure du ralentissement économique

Après une glorieuse décennie avec un taux de croissance économique à deux chiffres et une insolente santé quand l'Occident était frappé par la crise des *subprimes*, la Chine connaît un ralentissement assez marqué. Pékin annonce une croissance de 6,9% pour le troisième trimestre 2015, inférieure au 7% prévus et un des plus mauvais score depuis 2009. La Chine doit de plus en plus compter sur sa consommation domestique - comme les pays les plus avancés - car la demande des pays occidentaux est morose depuis plusieurs années. On peut pourtant s'interroger sur la véracité des chiffres - comme très souvent - certains économistes évaluent la réalité de la croissance chinoise autour de 5% - pour la Coface - 4% pour les économistes japonais.

Ce ralentissement économique de la Chine - son « atterrissage » - pèse sur les performances de l'économie mondiale, et en particulier sur celles des pays émergents qui lui vendent beaucoup de matières premières. **Elle explique aussi en partie la décrue du prix des matières premières et des hydrocarbures** - alors que le marché est devenu offreur avec les huiles et gaz de schistes.

Cela n'empêche pas les firmes chinoises CGN et CNNC de s'associer au projet d'EDF d'un réacteur EPR à Hinkley Point au Royaume Uni. Une première.

La Chine met fin à la politique de l'enfant unique

Cette politique mise en oeuvre par Deng Xiaoping au début des années 1980 est une restriction sur les libertés individuelles particulièrement dure : campagne de stérilisation, avortements forcés, les « enfants noirs » non déclarés et donc non scolarisés ou soignés... et un déséquilibre du sex-ratio très marqué en défaveur des filles.



Cette Chine loin des vertiges de la puissance économique vous salue ©Courmont

400 millions de naissances auraient été « évitées », mais la Chine devient vieille avant d'être riche. La démographie sera son talon d'Achille car outre son vieillissement, la réduction progressive de la population active amènera mécaniquement une augmentation du coût de la main d'œuvre. Il y a deux ans cette politique a déjà été assouplie mais sur les 11 millions de familles qui auraient pu en profiter seulement 700 000 ont exercé ce nouveau droit : le coût d'un second enfant est prohibitif notamment dans les grandes villes.

L'enfant unique serait devenue une norme acceptable... Cette décision n'aura pas d'effet avant 20 ans si tant est que cette politique porte ses fruits.

Les retrouvailles familiales en Corée

Près de 200 familles sud-coréennes ont pu se rendre quelques heures en Corée du Nord pour retrouver les leurs dont elles sont séparées depuis la guerre de Corée. Des retrouvailles symboliques et très fortement chargées en émotions, les premières depuis trois ans.

La grande pauvreté recule

La Banque mondiale estime que l' « extrême pauvreté » - vivre avec moins de 1,25 dollars par jour - recule passant de 902 millions d'individus en 2012 à 702 en 2015, malgré la croissance démographique. L'organisme relève d'ailleurs son seuil d'extrême pauvreté de 1,25 à 1,90 dollars par jour. Une nouvelle porteuse d'espoir.

Copyright Novembre 2015-Degans/Diploweb

Plus

[Les synthèses annuelles des Actualités internationales](#)

[Point d'actualité internationale de novembre 2015](#)

[Point d'actualité internationale de septembre 2015](#)

[Retour au Sommaire](#)

11/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2015

lundi 30 novembre 2015, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeure de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, Ellipses, 2015 ; et *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au lycée Faidherbe (Lille).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de novembre 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.

Elections historiques en Birmanie

Les premières élections libres depuis 1990 sont organisées en Birmanie. Le taux de participation est d'environ 80%, c'est déjà en soi un succès. L'opposition, la Ligue pour la démocratie (NLD) d'Aung San Suu Kyi, a gagné ces élections et doit être majoritaire. Cette dernière ne peut devenir chef d'Etat car la législation birmane empêche toute personne ayant épousé un étranger ou ayant eu des enfants d'un étranger d'être élue à la magistrature suprême. Son parti a remporté 255 des 440 sièges de la chambre basse du parlement, le parti au pouvoir n'en conserve que 29, par ailleurs 25% des sièges sont d'office réservés à des militaires. L'armée affronte des groupes rebelles au nord du pays, quelques jours après les élections.

Elections en Turquie : victoire de l'AKP

Le pari du président R. Erdogan a remporté les élections législatives du 1er novembre 2015 organisées en Turquie après que celles de l'été n'aient pas donnée les résultats escomptés par le pouvoir. Cette victoire n'était pas attendue, la politique de plus en plus autoritaire du président suscitant des résistances

toujours plus fortes. Le tragique attentat du 10 octobre 2015 – qui a frappé une manifestation massivement composée de Kurdes – et la promesse du « chaos » en cas de défaite électorale de l'AKP dans un pays qui accueille 2 millions de réfugiés syriens expliquent peut-être cette victoire surprise des islamo-conservateurs. Une « victoire de la peur » donc. L'AKP bénéficie désormais de 316 sièges sur les 550 du parlement turc.

Election en Argentine : fin du Kirchnerisme

Les élections argentines ont vu la défaite du candidat soutenu par Cristina Kirchner, Daniel Scioli, au profit de Mauricio Macri, le maire conservateur de Buenos Aires. Il est élu avec 51,4% des voix, mettant fin ainsi à 12 années de pouvoir Kirchner. Si les milieux d'affaire lui sont favorables, la tâche est rude tant la situation économique de l'Argentine est difficile.

En Azerbaïdjan, le pouvoir est conforté par les élections.

Les élections ont conforté le parti Yeni « Nouvel Azerbaïdjan » du président Ilham Aliiev, au pouvoir depuis 2003.

Le temps des attentats

Beyrouth est victime en novembre 2015 d'un double attentat suicide qui frappe le quartier chiite de Bourj el-Barajneh. Il est revendiqué par Daesh, et provoque la mort d'une quarantaine de personnes, en blessant près 200 autres.

Paris, de nouveau frappée par des attentats

Le 13 novembre 2015, la capitale française a été frappée par des attentats coordonnés : au niveau du grand stade de France où deux kamikazes ont fait sauté leur ceinture d'explosifs, des fusillades dans les rues très fréquentées du 10 et 11ème arrondissements, et dans la salle du Bataclan où d'autres kamikazes ont tiré à l'arme de guerre avant de se faire exploser. Le bilan est dramatique, 130 morts et plus de 350 blessés. Jamais la capitale n'avait été frappée de la sorte. Cette fois-ci ce n'est pas la liberté d'expression qui est visée, comme en janvier 2015, mais l'art de vie français avec tout ce qu'il représente ; la dimension de plaisir et de légèreté de la vie pour reprendre les mots de Stefan Zweig, et de liberté diamétralement opposés au modèle totalitaire porté par Daesh qui revendique ces odieux attentats. Les nombreuses réactions internationales ne s'y sont pas trompées.

Ces attentats sont aussi un miroir de nos faiblesses et de nos

contradictions.

Les mesures immédiates sont la mise en place de l'état d'urgence, que le parlement prolonge pour trois mois, le rétablissement des frontières et donc la mise entre parenthèses de la libre circulation des personnes (principe Schengen), le renforcement de l'opération Sentinelle appliquée depuis janvier 2015, 30 000 militaires et policiers sont désormais affectés à la surveillance de sites publics « sensibles », la demande du renforcement de la coopération policière et judiciaire interne à l'Union européenne, pourtant un des piliers de Maastricht.

L'aviation française a aussi mené des frappes contre Raqqa, fief de Daesh. Le président F. Hollande essaie de fédérer une vaste coalition internationale pour éradiquer Daesh. Les obstacles sont pourtant nombreux, tant les différents acteurs n'ont ni les mêmes intérêts - la Turquie est plus attachée à circonscrire les Kurdes qu'à lutter contre Daesh, le Qatar et l'Arabie saoudite n'ont pas n'ont plus les mêmes intérêts soutenant des groupes salafistes concurrents et que dire des Etats-Unis ou de la Russie ?- ni la même vision sur le devenir du régime de Bachar el-Assad. Aucune action militaire, sérieuse, contre Daesh ne peut être envisagée sans buts bien déterminés et sans solution politique pour la région... là aussi les intérêts sont bien plus contradictoires qu'il n'y paraît.... Il faut éviter de reproduire les désastres des interventions en Irak (2003) - dont nous vivons aujourd'hui largement les conséquences - en Afghanistan (2001) ou en Libye (2011).

Ces attentats sont un miroir de nos faiblesses et de nos contradictions. Nos faiblesses sont nombreuses... et partagées quand on voit la réaction des autorités belges aux menaces terroristes, Bruxelles a cessé de vivre pendant plusieurs jours, après s'être aperçu que la ville de Molenbeek abrite depuis 1995 des filières jihadistes... Le temps de l'angélisme est-il enfin révolu, alors que le continent européen est le seul qui, à l'échelle mondiale, s'est démilitarisé autant par pression budgétaire que par dogme de l'impossibilité de la guerre ? La question de la pérennité de Schengen est directement posée. Celle de la prise de mesures exceptionnelles - et qui doivent donc impérativement le rester - soulève la question de pas dénaturer ce qui fait notre spécificité, et donc ce qui a été visé par ces attentats islamistes : la démocratie doit se montrer forte, comme elle a su la faire dans le passé, en préservant son ADN : la liberté, l'état de droit par exemple. Enfin, le fait que la majorité des terroristes soit de nationalité française, qu'ils aient grandi en Europe, pose d'autres questions bien plus dérangementes.

L'Union européenne de défis en défis

Les récents attentats sont aussi le moment de s'interroger sur l'œuvre et l'action communautaires. La France vient d'obtenir de ne pas devoir respecter la discipline budgétaire en raison des nouvelles dépenses pour la sécurité, la justice dont les effectifs seront étoffés, l'aide aux victimes (physiques mais aussi les activités économiques très perturbées). La discipline budgétaire est une obligation dans la zone euro, elle conduit à l'adoption de politiques plus ou moins poussées d'austérité pour parvenir à une convergence économique indispensable quand on partage une monnaie unique. Or cette politique a amené à diminuer les dépenses publiques dans des secteurs jugés non stratégiques hier et dont on mesure mieux l'importance aujourd'hui... et la convergence économique n'existe pas, la menace du *Grexit* nous l'a montré. Les implications de cette crise sont donc nombreuses. L'Europe de Schengen est aussi mise à mal. Le choix d'abaisser ses frontières internes au profit du renforcement des frontières extérieures - ce qui implique une perte consentie de souveraineté - est clairement remis en question : face au défi migratoire l'Europe de Schengen se hérissé de murs, quand La France ou l'Allemagne restaurent le contrôle aux frontières. Les Pays-Bas proposent de créer un mini-Schengen à six avec l'Allemagne, la Belgique, Suède, Autriche et Luxembourg, c'est-à-dire d'y maintenir la libre-circulation tout en se protégeant des flux migratoires à l'extérieur de ces six pays. L'autre défi, en effet, de l'Union est de gérer une crise migratoire qui n'a rien perdu de son ampleur, mais qui est désormais vécue de façon bien plus anxiogène. La coopération judiciaire et policière, pourtant prévue par Maastricht, a largement montré ses limites. Bruxelles n'est pas non plus force de proposition face à la gravité de la crise que traversent ses membres : crise migratoire, crise sécuritaire, crise monétaire... et désir britannique de quitter l'Union. L'Union européenne est confrontée à l'une des crises les plus graves de sa courte histoire car elle est globale. Elle a su, par le passé, les dépasser en se renforçant. Toute la question est de savoir s'il en sera de même aujourd'hui...

En Syrie, la situation reste confuse

Les bombardements menés par les Russes, en appui du gouvernement de Bachar El-Assad, a permis à l'armée syrienne de reprendre une partie d'Alep. Ces bombardements jettent par contre sur les routes des civils toujours plus nombreux. L'armée syrienne a par ailleurs perdu le contrôle de Morek, sur la voie entre Alep et Hama.

La Turquie a abattu un avion de chasse russe qui aurait violé son espace aérien, alors qu'il menait des bombardements sur les positions turkmènes, que protège Ankara. La situation se complexifie et les tensions montent d'un cran, même si Moscou annonce son intention de ne pas faire la guerre à la Turquie. Cela éloigne

le projet d'une vaste coalition anti-Daesh voulu par Paris.

L'Union européenne face à la pire crise migratoire de son histoire

Le contexte géopolitique à ses frontières, les révoltes arabes depuis 2011, la guerre civile en Syrie et en Irak, l'impasse de l'Afghanistan et la Libye qui ne joue plus un rôle de verrou migratoire, explique en l'importance de la crise migratoire. La seule Allemagne s'attend à accueillir 800 000 réfugiés pour la seule année 2015, l'Union devrait au moins accueillir 1 millions de migrants en 2015 et probablement plus de 3 millions d'ici 2017. ...bien loin du plan de répartition des 160 000 migrants. Le président du Conseil européen Jean-Claude Juncker estime que « *la crise va durer des années* ». L'Allemagne et la Suède sont devenues les destinations privilégiées de ces flux. La réunion de l'Union à Malte n'a pas abouti à des mesures concrètes. L'Union avait mis sur pied en juin 2015 la force EUNAVFOR MED dont le mandat lui permet de lutter contre les trafiquants au large des côtes libyennes. Cette mission « Sophia » s'exerce aux côtés de la mission « Triton » de secours en mer.

Un accord Tunisie-UE

Bruxelles annonce un accord de 23 millions d'euros pour améliorer le recrutement et la formation de forces de sécurité, dans un pays qui vit sous la menace du terrorisme islamiste.

Une Afrique des grands lacs sous tension

Au Rwanda, le Sénat modifie la constitution pour que l'actuel président - Paul Kagamé au pouvoir depuis 1994 - puisse rester jusqu'en 2034 à la tête de son pays... une présidence à vie !

La capitale du Burundi, Bujumbura, est le siège de nouvelles violences (elles durent depuis cet été) contre le président récemment réélu - Pierre Nkurunziza - après avoir modifié la constitution pour se représenter à la présidence.

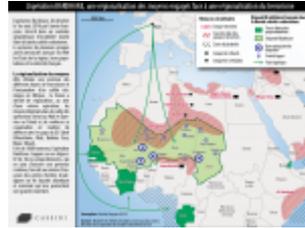
Les attentats continuent en Afrique

La Somalie a été visée par un attentat dans l'hôtel Shafi de Mogadiscio, il a fait une douzaine de morts, les shebabs somaliens - islamistes qui ont fait allégeance à Al-Qaïda - l'ont revendiqué.

Le Tchad qui mène des offensives militaires contre Boko Haram a lui aussi été visé par deux attaques de cette organisation terroriste.

Le Mali a été victime d'une attaque terroriste, revendiquée par Al Mourabitoune qui a fait allégeance à Al Qaïda, qui a frappé l'hôtel Radisson Blu de la capitale,

faisant 19 morts. L'opération Barkhane -menée notamment par les troupes françaises - gêne de manière significative tous les trafics organisés par les groupes salafistes dans le Sahel, cet attentat est une réaction à cette situation.



Carte. L'opération Barkhane, une régionalisation des moyens engagés face à une régionalisation du terrorisme

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception :
Nicolas Desgrais pour Cassini/Diploweb.com

La Tunisie est de nouveau la victime d'un attentat salafiste qui a fait 12 morts dans un convoi présidentiel. Daech a de nouveau revendiqué ce terrible geste qui destabilise ce pays qui se démocratise tant bien que mal après les révoltes arabes de 2011. Un symbole qui gêne les salafistes.

La Chine marque des points

Une entreprise chinoise, la CNNC vient de signer un protocole d'accord avec Areva qui lui ouvre le capital de la société française, de façon minoritaire. Il faut y voir les conséquences des déboires financiers du fleuron français du nucléaire, mais aussi une montée en puissance des firmes chinoises dans le nucléaire, y compris français. En octobre 2015 EDF a déjà signé un partenariat avec l'entreprise chinoise CGN pour construire deux réacteurs EPR à Hinkley point en Grande-Bretagne. La filière nucléaire est pourtant considérée comme « stratégique », comme est sensible la filière aéronautique. Airbus annonce l'ouverture d'une ligne d'assemblage d'hélicoptère en Chine - après l'avoir fait pour les avions - quand Pékin montre au grand jour son tout nouveau C919, un rival sérieux pour l'A320 et le Boeing 737.

Le Japon entre en récession

Le Japon, est entré en récession technique depuis le mois d'avril 2015 (-0.2% du PIB entre avril et septembre). Le gouvernement Abe - déçu par la politique des *Abenomics* qui n'a pas tenue ses promesses - envisage un nouveau plan de relance. L'archipel déjà en hiver démographique doit se préparer à un vieillissement et une contraction de sa population comme de sa main d'œuvre.

Helmut Schmidt est mort

L'ancien chancelier ouest-allemand H. Schmidt est décédé à 96 ans. Entré au SPD - le parti social démocrate - en 1946, il est proche de Willy Brandt Ministre à plusieurs reprises, il devient chancelier en 1974, fonction qu'il conserve jusque 1982. Le tandem qu'il forme avec Valéry Giscard d'Estaing est à la base de la création du système monétaire européen (SME) qui crée en Europe une zone de stabilité monétaire, préalable à la marche vers la monnaie unique. Il est à l'origine, avec le président français, de l'élection au suffrage universel direct du parlement européen. Il est à la tête de la RFA lors de la crise des euromissiles des SS20 russes qui la menacent et acceptent le déploiement des missiles américains Pershing sur son sol, ce qui lui coûte le pouvoir. Il demeure une importante figure politique allemande, un Européen convaincu.

Le pape François en visite en Afrique

Le pape François a décidé de rendre une visite très importante en Afrique où les catholiques sont très nombreux et qui fournit toujours plus de cadres au clergé. Son périple le mène au Kenya où il a décidé de visiter un quartier pauvre de Nairobi, il rencontre les autorités religieuses musulmanes sous tension depuis l'attaque de l'université Garisa par les shebabs somaliens, avant de se rendre en Ouganda et en Centrafrique déchirée depuis deux ans dans une guerre civile qui se teinte de religion. Il se présente comme un messager de la paix, et comme aussi peut être de la dernière chance pour la Centrafrique. Il condamne avec vigueur l'extrémisme religieux.

L'art de vivre français fait toujours recette

Le chef français Joël Robuchon va ouvrir près de Poitiers une école de cuisine ouverte aux professionnels comme aux amateurs. Elle va voir le jour grâce à un investissement chinois de 65 millions d'euros car Pékin espère y former de milliers futurs chefs.

Les entreprises françaises sont innovantes

Thomson Reuters, un cabinet américain, dresse le tableau du « *Top 100 Global Innovators* » où figurent 10 groupes français (seulement 7 l'année passée). Ce classement valorise les groupes qui déposent des brevets dont l'influence est réelle. On y retrouve ainsi : Alcatel-Lucent, Arkema, le CNRS, le Commissariat à l'énergie atomique, Saint-Gobain, IFP Energie nouvelle, Safran Thalès, Valeo et Alstom. Le Japon arrive en tête de ce classement, suivi par les Etats-Unis et la France. La Chine n'y figure pas.

Copyright Décembre 2015-Degans/Diploweb.com

Plus

Les synthèses annuelles des Actualités internationales

Point d'actualité internationale de décembre 2015

Point d'actualité internationale d'octobre 2015

[Retour au Sommaire](#)

12/2015 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2015

vendredi 1er janvier 2016, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Professeure de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, Ellipses, 2015 ; et *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au lycée Faidherbe (Lille).

Voici une synthèse de l'actualité internationale de décembre 2015 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent des concours. Avec nos meilleurs vœux. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information.

La COP 21, beaucoup de bruit pour rien ?

PARIS a accueilli une grand-messe pour lutter contre le réchauffement climatique et le contenir à moins de 2 degrés. De très nombreux chefs d'Etat- 150 - se sont déplacés, de Barack Obama à Vladimir Poutine, en passant par Xi Jinping, ainsi qu'une grande partie des chefs d'Etat du reste du Monde, et ce malgré les récents attentats qui ont ensanglanté la capitale française. Les objectifs étaient ambitieux (un accord universel contraignant), les enjeux énormes (limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés, promouvoir les énergies non fossiles). Le premier ministre indien Narendra Modi rappelle que les pays du Nord doivent financer cet effort au nom d'une « *responsabilité commune mais différenciée* », et que le « *mode de vie de certains ne doit pas empêcher les opportunités* » des autres, point de vue que partage Xi Jinping. Ces deux nations sont les première et troisième pollueurs mondiaux, appartiennent aux premiers PIB de la planète mais ont minimisé cette réalité lors de la conférence.

L'accord de Paris n'est finalement pas juridiquement contraignant, il fixe de nouveaux rendez-vous (2018 pour les pays développés). Chaque pays devra

démontrer, tous les cinq ans, ses efforts en termes de réduction de GES. Les pays riches ont promis une aide de 100 milliards de dollars pour les pays pauvres, voire plus à partir de 2025. Les pays émergents sont invités - sur la base du volontariat - à participer à cet effort financier.

La pollution s'invite dans l'actualité

La pollution atteint des records à Téhéran qui ferme les écoles. Les villes de Milan et de Rome ont aussi souffert de la pollution, au point de prendre des mesures pour restreindre la circulation automobile. Les images de brouillard venues de Pékin sont encore plus alarmantes.

Un terrible glissement de terrain endeuille la Chine

Dans la région de Shenzen, un glissement de terrain a fait 85 morts, il est l'occasion de révéler un nouveau scandale d'impéritie des autorités chinoises.

De multiples incidents naturels

L'Angleterre a connu des inondations exceptionnelles, quand les incendies se multiplient du fait de la sécheresse : en Espagne, dans le Pyrénées françaises....

Une baisse remarquable du prix du baril de pétrole

Le prix du baril de pétrole s'est installé sous la barre des 50 dollars, il s'échangeait il y a peu autour de 100 dollars, descendant même entre 35 et 40. Cette baisse s'explique par une baisse de la demande - pays émergents dont la Chine et faible activité économique européenne - au moment où la production des huiles de schistes prend son essor. Cela soulage la facture énergétique des pays grands consommateurs d'hydrocarbures, même si la baisse de l'euro rend moins visible la diminution du prix du carburant à la pompe, au grand dam des écologistes qui préfèrent un pétrole cher pour dissuader sa consommation. L'équation est différente pour les pays producteurs dont les recettes s'effondrent, moins 400 milliards de dollars pour les producteurs du Proche-Orient, selon le FMI pour l'année 2015. La première conséquence est que l'Algérie et l'Arabie saoudite sont en déficit budgétaire - 23% du PIB pour Riyad - mais la situation est bien plus inquiétante pour le géant démographique qu'est le Nigéria (où sévit Boko Haram) et le Venezuela ; tous sont terriblement dépendants de la rente pétrolière. Cette situation risque d'aggraver l'instabilité d'une région déjà marquée par le terrorisme et devenue une terre d'émigration.

Vidéo. B. Mérenne-Schoumaker, Géopolitique des matières premières

La FED relève ses taux directeurs

Janet Yellen a annoncé le relèvement d'un quart de point des taux directeurs de la FED, elle enchérit ainsi le loyer de l'argent, une première depuis 10 ans. Cela traduit la consolidation de la santé de l'économie américaine, mais inquiète les pays émergents qui souffrent d'un reflux des capitaux. Les politiques de la zone euro et de la zone dollar divergent, ce qui témoigne du manque de synchronisation des cycles économiques de part et d'autre de l'Atlantique.

Le fonds Elliot procède à des saisies en Argentine

L'Argentine ploie toujours sous sa dette... Elle fait face à des créanciers non remboursés après son défaut de paiement de 2014. Les « vautours », comme les appelait Cristina Kirchner, volent toujours au-dessus de leur proie argentine, jusqu'à menacer de bloquer les comptes de l'ambassade d'Argentine à Paris.

La crise de Schengen continue

A l'heure où le flux d'arrivée de réfugiés diminue à peine, que Bruxelles et Ankara ont négocié un accord pour endiguer ce flux en échange d'une aide financière et de l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociation sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, la crise prospère. La Grèce est menacée d'être exclue de Schengen, car elle assume mal la garde des frontières extérieures de l'Union, les « hots spots » sont des leurres, la répartition promise de 160 000 réfugiés n'a abouti qu'à la prise en charge de moins de 3 600 personnes... Frontex propose de venir se substituer en partie à la surveillance des frontières de l'Union mais certains Etats membres sont rétifs face à cette nouvelle délégation de souveraineté... y compris la Grèce alors que plusieurs terroristes qui ont frappé Paris sont passés par les îles grecques.

L'Union européenne aurait accueilli, selon l'Organisation internationale pour les migrations, plus d'un million de réfugiés en 2015, plus de la moitié est syrienne. L'Allemagne affirme pourtant avoir accueilli, à elle seule, un million de migrants... qui proviennent aussi des Balkans.

La commission européenne maintient ses mesures anti-dumping dans le domaine du photovoltaïque

Alors que le marché du photovoltaïque est en pleine expansion en Europe - et en pleine COP 21 - Bruxelles a décidé de maintenir pour 15 mois les mesures antidumping décidées en 2013 contre les producteurs chinois. Une mesure qui ne

peut qu'irriter Pékin.

Une révolution à Bruxelles ?

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a dit que les dépenses militaires ne doivent pas être traitées dans le cadre des règles du pacte de stabilité...une vieille demande de Paris. Après les opérations françaises de Serval, Sangaris, Barkhane, les attentats de 2015, les menaces sur Bruxelles et d'autres villes européennes, Bruxelles semble prendre la mesure de l'importance d'avoir une défense en Europe alors que notre continent s'est démilitarisé. Londres annonce une reprise des dépenses militaires après une austérité de près de cinq ans. Les nouvelles menaces terroristes changent la donne.

Entrée en vigueur de l'accord d'association entre Union européenne et Ukraine

L'accord d'association entre l'Union européenne et Bruxelles - à l'origine de la révolution de la place Maïdan puis de la guerre civile en Ukraine - fait entrer cette ancienne république soviétique dans la zone de libre-échange européenne ; une possible étape vers une adhésion future de Kiev, ce dont ne veut pas entendre parler Moscou.

L'italien Pininfarina devient indien

Le designer italien de l'automobile, pour Maserati, Ferrari..., vient d'être racheté pour 168 millions d'euros par l'entreprise indienne Mahindra. Un sauvetage financier pour la firme italienne, une très belle opération pour l'entreprise indienne qui s'offre ainsi les compétences d'une pépite haut de gamme européenne.

Les Etats-Unis victimes d'un attentat inspiré par l'EI

La fusillade de San Bernardino en Californie a fait 14 morts et 21 blessés. Elle a été inspirée par l'EI, sans apparemment avoir été commanditée. Cette nouvelle agression sur le sol américain - après celle de Boston de 2013 - provoque un raidissement de Washington qui va plus en avant sur le théâtre syrien où s'est installé l'EI.

Une nouvelle coalition anti-Daesh

Riyad organise, sur insistance américaine, une coalition arabe et sunnite contre Daesh. 34 pays sont invités à y participer, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan, du Nigéria à la Turquie.

Des relations dégradées entre Moscou et Ankara

Elles sont très tendues depuis que les autorités turques ont autorisé la destruction d'un MIG russe qui a empiété sur son espace aérien dans le cadre des opérations en Syrie. Moscou préfère désormais acheter ses fruits au Levant plutôt qu'à la Turquie, et un destroyer russe a tiré sur un bateau de pêche turc en mer Egée.

Sort des urnes

Au Burkina Faso, les élections présidentielles ont porté au pouvoir Roch Marc Christian Kaboré, proche de l'ancien président Blaise Compaoré.

Au Venezuela, l'opposition a remporté les élections législatives, une défaite historique du chavisme dans un pays au bord de la banqueroute, et pourtant si riche en pétrole. Le parti de Nicolas Maduro perd le Parlement en ne conservant que 46 des 167 sièges.

La cour constitutionnelle espagnole annule la résolution du Parlement catalan devant déboucher sur l'indépendance.

En Espagne, les élections ont donné une trop courte majorité au parti populaire - avec 28.6% des voix - pour qu'il puisse former un gouvernement. Les socialistes du PSOE sont arrivés en deuxième position avec 22% des voix, la percée de Podemos - avec un peu plus de 20% des voix- est remarquable.

La situation reste très tendue au Burundi

Bujumbura est le théâtre de tensions très vives depuis le printemps 2015. De nouveaux affrontements ont fait près de 100 morts dans la capitale burundaise. Face à cette situation inquiétante, l'Unité africaine (UA) a décidé d'envoyer une force de 5000 hommes pour éviter un dérapage similaire au génocide du Rwanda, une résolution doit être votée à l'ONU. Le président Pierre Nkurunziza s'oppose à cette mesure malgré les quelques 400 morts et 200 000 déplacés que la crise a déjà provoqué.

L'OTAN continue son extension

Le Monténégro vient d'adhérer à l'OTAN, devenant ainsi son 29ème membre, pour le plus grand mécontentement de Moscou.

La montée en puissance de la monnaie chinoise

La monnaie chinoise, le Yuan, est devenue une monnaie de réserve internationale, intégrant le panier de devises des droits de tirage spéciaux des DTS. C'est une

vraie reconnaissance internationale du nouveau poids de la Chine. Une étape pour créer à terme une zone yuan en Asie.

Un accord historique nippo-coréen

Tokyo a présenté ses excuses pour les exactions commises par les troupes impériales lors de la Seconde guerre mondiale. Tokyo a versé une indemnité de 7,5 millions d'euros de dédommagement aux « femmes de réconfort » encore en vie. Washington a joué un rôle actif de médiation, dans un contexte d'affirmation de la Chine en Asie pacifique. Vers une réconciliation entre la Corée du Sud et le Japon ?

Une timide modernisation en Arabie saoudite

Alors que l'Arabie saoudite est l'un des pays où la situation des femmes est parmi les moins enviables, Riyad vient d'autoriser leur participation partielle à des élections. 900 saoudiennes ont pu ainsi se présenter aux élections municipales dans ce pays où les femmes représentent moins de 10% des électeurs. Salima Bin Hazab Al Otaibi est la première saoudienne à être élue, lors des élections municipales de la Mecque.

Copyright Décembre 2015-Degans/diploweb.com

Plus

Les synthèses annuelles des Actualités internationales

Point d'actualité internationale de janvier 2016

Point d'actualité internationale de novembre 2015

[Retour au Sommaire](#)

